

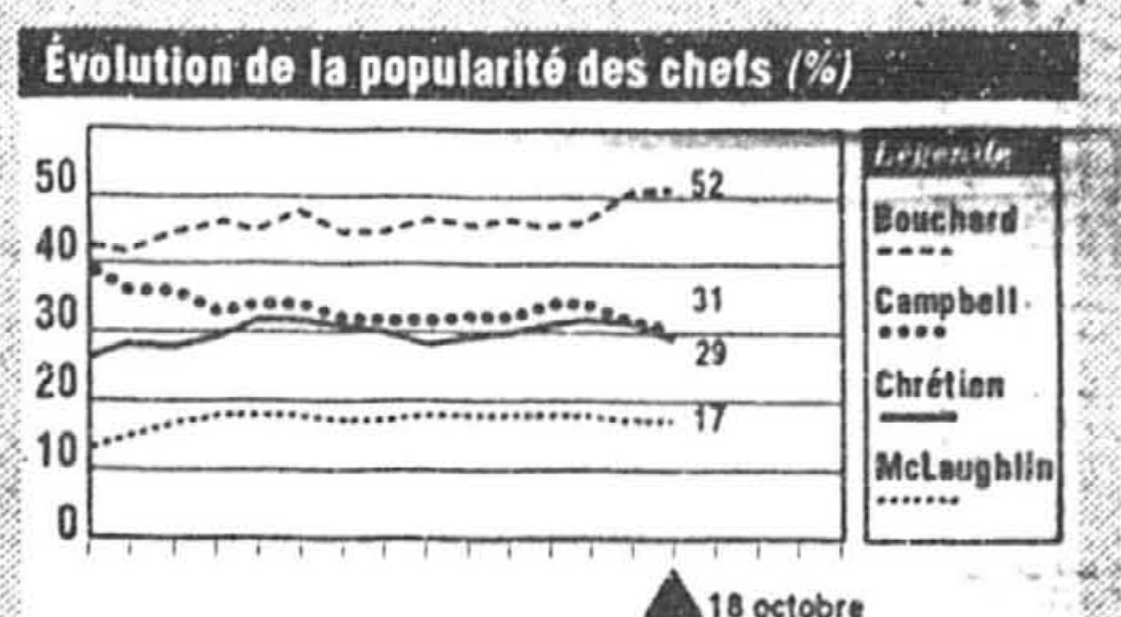
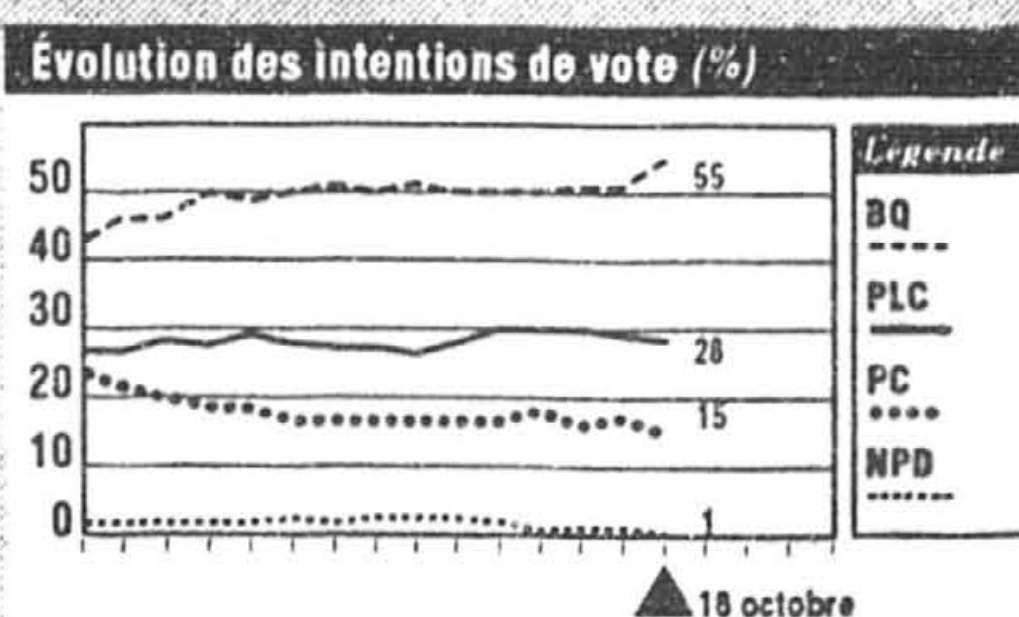
B

Élections 93

18 octobre
1 022 répondants

BAROMÈTRE SOM-LA PRESSE-TVA

Intentions de vote au Québec (%)	14oct	15oct	16 oct	17 oct	18 oct
Bloc Québécois	50	50	51	51	55
Parti libéral	30	30	30	29	28
Parti conservateur	17	18	16	17	15
NPD et autres	3	2	3	3	2
Indécis	27	24	26	28	26
Ne votent pas et discrets	9	10	11	9	10



André
Pratte

Pauvre M. Chrétien!

Le soir du 25 octobre, Joseph Jacques Jean Chrétien, 60 ans, réalisera le rêve de sa vie. Pauvre lui! Dès la minute où Radio-Canada annoncera sa victoire, le rêve deviendra cauchemar.

À commencer par les agents de la GRC qui dès cet instant se mettront à le suivre partout, jetant sans cesse autour d'eux des regards inquiets. Finies les marches tranquilles le long du canal Rideau!

Quand le Très honorable Jean Chrétien ouvrira la porte de son bureau le 26 au matin, les problèmes lui tomberont dessus comme un immense tas de boîtes empilées dans une armoire. Et d'abord, quoi faire s'il a été battu dans Saint-Maurice?

M. Chrétien prendra très mal sa défaite dans la circonscription qu'il a représentée à Ottawa pendant 23 ans. Pauvre lui! Mais ce ne sera qu'un incident de parcours. Selon les conventions constitutionnelles, il pourra quand même être premier ministre, en autant qu'il s'arrange pour devenir député dans les plus brefs délais.

Contrairement aux fantasmes de Lucien Bouchard et Jacques Parizeau, Jean Chrétien ne sera pas forcé de se faire élire au Canada anglais. Il trouvera sans mal un comté québécois plus hospitalier. Non, non, pas nécessairement un comté anglophone. Prenez Gatineau-La Lièvre, une circonscription à 90 p. cent francophone où le libéral Mark Assad a survécu aux deux vagues conservatrices et où la population, composée en bonne partie de fonctionnaires fédéraux, a voté OUI au référendum sur Charlottetown.

Et même s'il doit se faire élire dans le West Island, cela n'empêchera pas M. Chrétien de vivre. Pierre Trudeau a toujours été député de Mont-Royal, un comté où l'on ne trouve que 20 p. cent de francophones. Sauf qu'évidemment, être le «p'tit gars de Mont-Royal», ça ne fait pas très «homme du peuple»...

Le cabinet

Une fois avalée cette humiliation, le nouveau premier ministre devra s'attaquer à la formation de son cabinet. Pauvre lui! Non pas que l'équipe libérale manque de gens compétents. Au contraire, les rouges comptent tellement de candidats ministériels que M. Chrétien se retrouvera avec un gros surplus de morceaux pour son casse-tête.

Au Québec cependant, le puzzle sera facile à faire. À moins de surprises, André Ouellet, Paul Martin et l'ex-haut-fonctionnaire Marcel Massé seront élus dans leur comté respectif; les trois obtiendront des postes de premier plan au cabinet. Les trois ou quatre autres places seront comblées selon les hasards des élections. Le leader libéral aimerait sûrement avoir à ses côtés le patron de SNC-Lavalin International Jean-Claude Villard, mais celui-ci a peu de chances d'être élu. On peut penser que l'ancien ministre provincial Clifford Lincoln, certain de remporter Lachine-Lac-St-Louis, sera invité au conseil des ministres. L'expatrié Michel Dupuy le sera aussi s'il est élu dans Laval-Ouest.

Petit problème: plusieurs régions de la province n'auront aucun représentant dans la députation libérale, notamment la région de Québec. M. Chrétien devra décider s'il vaut la peine de prendre des mesures pour corriger cette lacune. Le plus simple sera de confier à chacun de ses ministres, même s'ils sont à peu près tous de Montréal, la responsabilité d'une région. Mais la très orgueilleuse Québec accepterait-elle d'être défendue au cabinet par un montrealais? Le premier ministre pourrait s'en sortir en nommant au Sénat et au cabinet l'ancien maire Jean Pelletier, tenu pour battu dans son comté.

M. Chrétien s'attaquera ensuite à la réalisation de son programme. Il voudra annuler le contrat des hélicoptères, mais les entreprises concernées exigeront la lune pour compenser ce bris de contrat. Il voudra lancer son programme d'infrastructures, mais les coffres du gouvernement seront encore plus vides qu'aujourd'hui. Le nouveau premier ministre devra aussi faire des compressions douloureuses pour éviter l'explosion du déficit, trouver une façon de remplacer la TPS, affronter tous les jours Lucien Bouchard et Preston Manning, s'entendre avec le gouverneur de la Banque du Canada John Crow, s'attaquer à la réforme des programmes sociaux, renégocier l'entente de libre-échange, se battre contre un Sénat à majorité conservatrice, se préparer à un référendum sur la souveraineté...

Pauvre M. Chrétien. Je parie que d'ici un an ou deux, il lui arrivera d'envier Kim Campbell.

La C.-B. pourrait tenir le Canada en haleine

YVES BOISVERT
VANCOUVER

S'il y a une chose qui fait plaisir aux gens de la Colombie-Britannique, c'est que, pour une fois, les Ontariens et les Québécois devront se coucher très tard le soir des élections. À vue de nez, ce n'est que par quelques sièges que les libéraux peuvent espérer former un gouvernement majoritaire. Or, ces quelques sièges qui feront la différence se trouvent peut-être sur le bord du Pacifique...

Et si ça continue comme ça, tous les Canadiens se coucheront très, très tard, car la lutte se complique drôlement dans la province de Kim Campbell.

Le Reform Party, qui avait pris les devants assez tôt dans la campagne en Colombie-Britannique, a été devancé par les libéraux: un sondage publié samedi accorde 51 p. cent aux libéraux en Colombie, 26 au Reform, 25 aux conservateurs et 13 au NPD. Le Reform est en chute d'une dizaine de points, mais ce sondage «national» comporte d'importantes marges d'erreur «régionales».

La province, nous disent les experts, est «fracturée» idéologiquement comme peu d'endroits au pays. D'un côté, un fort courant conservateur, incarné par les créditistes provinciaux, et de l'autre un vigoureux courant «progressiste», social-démocrate, représenté par le NPD, au pouvoir dans la province. En 1988, le NPD a emporté 19 des 32 sièges fédéraux, les conservateurs 12 et les libéraux un seul. Tandis qu'en Alberta on a vu quelques écrasantes victoires, les luttes ont été très serrées partout en Colombie-Britannique: le tiers des comtés ont été arrachés par des candidats qui n'ont pas recueilli 40 p. cent des votes.

Bref, l'arithmétique électorale se révèle fort compliquée. En gros, les libéraux espèrent garder le comté de John Turner (Vancouver Quadra) et faire des gains surtout dans le lot des sièges neo-démocrates, et les réformistes dans ceux des conservateurs. N'exagérons pas le transfert des votes neo-démocrates vers le Reform: Angus Reid l'évalue à 23 p. cent.

À Chilliwack, au sud de la province, au cœur du «Bible Belt» colombien, les

réformistes sont chez eux. Cette petite ville d'environ 50 000 habitants, siège d'une importante base militaire (la deuxième industrie après l'agriculture), n'est pas dans le Bible Belt pour rien: on y dénombre 70 églises. Un sondage du journal local y a trouvé un appui décisif pour le Reform dans ce comté (Fraser Valley est) devant les conservateurs, mais presque 50 p. cent d'indécis.

Dans Skeena, tout au nord de la province, la situation est moins rose. L'industrie du bois est en déclin et le chômage dépasse les 20 p. cent. Deux «fils de» jouent du coude. Joe Barrett, 37 ans, fils de l'ancien premier ministre provincial Dave Barrett, fait le saut en politique pour le NPD. Ce vieux militant de gauche, qui a vécu au Nicaragua pendant la période sandiniste, fait face au réformiste Michael G. Scott, 39 ans, fils d'un prospère entrepreneur en construction, qui vient de vendre sa propre entreprise de construction. Un sondage local les met nez à nez, les autres ne sont pas dans la course.

Le père Barrett, député neo-démocrate fédéral depuis 1988, livre une bataille de

tous les diables dans son comté de l'île de Vancouver. Mais l'homme se sent menacé par le Reform, sans quoi il n'aurait pas cru bon de sonner la charge il y a deux semaines en traitant les partisans de Manning de «cinglés de droite» qui menacent de détruire «ce pour quoi je me bats depuis 30 ans».

Dans la vallée de l'Okanagan, conservatrice, les réformistes ont bon espoir de tout raffer (trois comtés). Sur l'île de Vancouver, les libéraux pourraient causer quelques surprises, et dans la grande région de Vancouver aussi (14 comtés en jeu). Les réformistes n'inspirent pas tellement confiance dans la cité cosmopolite où l'étoile montante des affaires s'appelle Terry Hui, un Chinois de Hong Kong responsable du plus important projet immobilier en Amérique du Nord (condos et bureaux pour 25 000 personnes sur l'ancien site de l'Expo de 86).

Côté NPD, Svend Robinson, Nelson Riis et Barrett père, qui sont parmi les cinq députés de la province à avoir joué d'un vote de plus de 50 p. cent, seront probablement rescapés. Les autres sont très nerveux.

Une autre brique dans la campagne des bleus

Une candidate vedette dénonce les stratégies de la campagne de Kim Campbell

MARIE-CLAUDE LORTIE
BURLINGTON, Ontario

Une autre brique a atterri sur la campagne Campbell hier, quand une des candidates conservatrices vedettes de la région de Toronto, Isabel Bassett, a dénoncé publiquement les stratégies de la campagne de Kim Campbell, affirmant que les «élites politiques» ont détourné la campagne et provoqué des luttes intestines «mesquines» au sein du parti.

Et peu après que Kim Campbell eût parlé des dangers économiques que posent l'élection d'un gouvernement «à l'italienne» — citant l'ancien ministre Michael Wilson venu l'appuyer hier matin à Etobicoke — le ministre du Revenu, Garth Turner, allait un pas plus loin.

Et peu après que Kim Campbell eût parlé des dangers de l'élection d'un gouvernement «à l'italienne», le ministre du Revenu, Garth Turner, laissait entendre qu'il serait même préférable d'élire un gouvernement majoritaire libéral ou conservateur parce que «une majorité est mieux, parce que c'est plus stable».

Dans une lettre adressée à Kim Campbell, et que Mme Bassett a télécopié à la première ministre à son hôtel lundi soir à Toronto, Mme Bassett écrit: «J'ai décidé de me présenter dans Saint-Paul... parce que je partage vos convictions profondes et votre vision de ce pays... Il semble toutefois que les intérêts de l'élite politique ont éclipsé cette vision. Cette action a résulté en des luttes de pouvoirs intestines mesquines à l'intérieur du parti, au sujet de qui a la stratégie la plus correcte et qui a la vision la plus vendable du Canada.»

Isabel Bassett est la femme de John Bassett, un des propriétaires de CTV et président du Comité de surveillance des Services de renseignements et de sécurité canadiens. C'est aussi une amie personnelle de Mme Campbell.

Mme Bassett se présente dans le comté de St. Paul's, l'ancien comté de Barbara McDougall, ex-secrétaire d'Etat aux Affaires extérieures.

Dans sa lettre, la candidate explique qu'à son avis, les décisions prises par les stratégies nationales ont empêché Mme Campbell d'être elle-même et ont rendu plus difficile le travail dans les comtés. «Je crois qu'il est temps, première ministre, de mettre de côté les stratégies qui manquent de naturel et de parler franchement aux Canadiens», écrit Mme Bassett, qui précise ensuite que plusieurs électeurs dans son comté seraient prêts à voter pour le PC mais qu'ils y pensent maintenant «deux fois» à cause des «gestes posés par les stratégies nationales.» Elle termine sa lettre en demandant à la leader conservatrice de commencer à parler du «fond du cœur».

Mme Campbell n'a pas voulu commenter la lettre, se contentant de faire remarquer qu'elle avait toujours parlé du fond du cœur.

La leader conservatrice a plutôt continué à faire campagne dans les comtés conservateurs de la région de Toronto où elle a parlé à Etobicoke des dangers d'un gouvernement minoritaire «à l'italienne», en citant son ancien collègue, Michael Wilson, venu l'appuyer. Mais M. Turner est allé plus loin, laissant entendre qu'une majorité libérale serait mieux qu'une minorité conservatrice. «Libéral ou conservateur, une majorité est mieux pour le pays parce que c'est plus stable. Et sans aucun doute, dans la situation économique actuelle, avec notre dette, on a besoin d'envoyer un message de stabilité et cela serait mieux accompli par un gouvernement fédéraliste majoritaire», a-t-il déclaré le ministre du revenu à la fin d'un rallye à Burlington.

En campagne, Mme Campbell a aussi continué à attaquer M. Chrétien et à enjoindre les Canadiens à ne pas voter «né-



La petite Mairi McAuley, 2 ans, cherche sans doute à encourager Kim Campbell dans le dernier sprint de la campagne. La scène a été croquée lors d'un ralliement conservateur tenu hier à Oakville, en Ontario.

PHOTO PC

gativement» en faisant valoir systématiquement les éléments suivants:

- Les libéraux ont des divisions «fondamentales» sur des questions «fondamentales» comme le libre-échange et la TPS. (Les conservateurs ont été secoués par les

divisions dans leur parti qui sont apparues ces derniers jours);

- Un vote de protestation peut avoir des conséquences néfastes, «comme on l'a vu en 1990», date de l'élection des impopulaires neo-démocrates de Bob Rae.

Mulroney a tenté de rétablir la paix au PC

CHANTAL HÉBERT
du bureau de La Presse
OTTAWA

Brian Mulroney a tenté en vain de rétablir la paix dans les rangs conservateurs du Québec en fin de semaine dernière.

Selon des sources fiables, l'ancien premier ministre est venu sans succès à la rescousse de Kim Campbell après l'avoir vu se mettre en difficulté en faisant à La Presse des déclarations controversées sur son propre rôle et celui de Jean Charest dans la débacle qui menace actuellement de déloger les conservateurs du pouvoir.

Brian Mulroney, qui ne parle pas aux médias depuis le début de la campagne, serait notamment intervenu auprès du ministre Jean Corbeil pour tenter de le dissuader de porter sur la place publique son différend avec Kim Campbell. Au bout du compte, ses efforts n'ont pas porté fruit puisque M. Corbeil publiait samedi une lettre de réprimande adressée à son chef, lettre dont il ne s'excuse d'ailleurs toujours pas.

Ironiquement, le retour de Chine de Brian Mulroney en fin de semaine a coïncidé avec la pire crise qu'ait vécue la difficile campagne des conservateurs. Il est rentré au pays alors que les bleus étaient sous le choc de la parution des propos litigieux de Mme Campbell et de la controverse provoquée par la mise en ondes de publicités attaquant directement Jean Chrétien.

Revenu au beau milieu de cette tourmente, l'ancien premier ministre aurait eu des conversations «animées» samedi et dimanche avec plusieurs membres de



Brian Mulroney

l'équipe Campbell, confirmant plusieurs sources. Selon un de ses interlocuteurs, M. Mulroney, s'il a demandé des explications à ses anciens associés, n'aurait pas manifesté l'intention de rappeler publiquement à l'ordre la leader conservatrice.

Dans un discours dimanche, Kim Campbell a cependant évoqué pour la première fois le nom de son prédécesseur, pour dire qu'elle était fière d'avoir été associée à son gouvernement.

Deux jours plus tôt, elle n'avait pas été aussi tendre avec Brian Mulroney. En plus de se décrire comme «plus populiste» que son prédécesseur, elle avait critiqué le style politique de ses gouvernements. «Je crois que pendant les huit dernières années, nous avons fait des choses d'une manière qui ne marchait pas et qui a sapé la crédibilité du processus politique», a-t-elle déclaré.

Un espion américain dans la caravane de Chrétien...

PHILIPPE DUBUISSON
VANCOUVER

Les États-Unis suivent de près la campagne électorale canadienne. De si près, en fait, que l'ambassade américaine à Ottawa a dépêché un conseiller politique sur la tournée du chef libéral Jean Chrétien pendant une semaine, question d'épier les faits et gestes de celui qui sera le prochain premier ministre.

David Jones, un conseiller de carrière des services étrangers du département d'Etat, en poste à Ottawa depuis un an, a suivi le chef libéral dans tous ses déplacements la semaine dernière en compagnie des journalistes. Les scribes n'ont pas tardé à lui trouver un surnom: l'espion.

Agé d'une cinquantaine d'années, de petite taille, aux allures d'un professeur d'université ou d'un scientifique, David Jones a observé, parfois avec un oeil amusé, la façon dont la politique canadienne est pratiquée sur le terrain, sur le plancher des vaches. Dans son calepin noir, il note avec un grand souci du détail ce qu'il voit et entend. De commerce très agréable, il discute beaucoup avec les journalistes, sur l'avion, l'autocar ou en prenant un verre le soir à l'hôtel. Réservé dans ses opinions comme le veut sa fonction, il partage néanmoins quelques observations.

David Jones souligne notamment une déclaration que répète Jean Chrétien devant les foules anglophones et qui provoque à chaque fois des ap-

plaudissements nourris: «Le Canada sera un pays indépendant et ne deviendra pas le 51^e Etat américain». Le diplomate américain se demande pourquoi on utilise cette formule, soulignant qu'il n'y a pas d'invasion prévue...

Autre observation de «l'espion»: il n'est jamais question durant cette campagne de la politique étrangère malgré les bouleversements en Russie, en ex-Yougoslavie, en Somalie et en Haïti. Il trouve curieux que les Canadiens n'engagent pas un débat sur le rôle du pays sur la scène mondiale, les institutions internationales et sa politique militaire compte tenu de ses intérêts.

Que les stratégies libérales n'insistent pas davantage sur le fait qu'aucun scandale n'est venu éclabousser la longue carrière politique de leur chef Jean Chrétien étonne aussi le diplomate. Pour lui, c'est un exploit de survivre 30 ans en politique sans avoir été impliqué dans aucun scandale.

«L'espion» a quitté la caravane libérale samedi dernier, après avoir fait le plein de notes et d'observations sur les déclarations de M. Chrétien, sur le libre-échange et autres sujets d'intérêt des relations bilatérales canado-américaines.

On lui souligne qu'il doit maintenant aller écrire un long rapport sur celui qui deviendra vraisemblablement le prochain premier ministre canadien, ce qu'il nie, avec le petit sourire en coin de celui qui a obtenu ce qu'il venait chercher. Quoi? Au juste? Un espion ne révèle jamais ses secrets.

Les enjeux du vote de lundi

Quelques jours encore et les Canadiens vont se présenter aux urnes pour y déposer leur vote en vue d'élire le gouvernement du pays. Ainsi le veut le processus démocratique qui nous régit.

Il faut se rendre compte, toutefois, qu'il ne s'agit pas là d'une élection « comme les autres », et qu'elle ne donnera peut-être pas un résultat « comme les autres ». La question, en effet, a déjà été posée: au lendemain du vote, le Canada sera-t-il encore pareil?

La réponse n'est pas ici. Elle se trouve dans la tête des électeurs. Dans leur cœur aussi. Car, les électeurs sont confrontés à une multitude de choix, dont certains sont déchirants.

Dans l'ouest du pays, un nouveau parti propose, sous des formules qui ont l'apparence bénigne du gros bon sens, une modification radicale de nos habitudes de vie: réduction dramatique des programmes sociaux de la santé et de la sécurité de la vieillesse; réduction de 19 milliards des dépenses du gouvernement fédéral, ce qui devrait conduire à l'élimination du déficit national en trois ans; retrait du Canada de l'OTAN; abandon du bilinguisme officiel; resserrement de l'immigration... C'est le Reform Party, de Preston Manning. Un parti qui ne présente aucun candidat au Québec et qui n'aspire pas à prendre le pouvoir.

Au Québec, un phénomène apparent. Là aussi un nouveau parti poursuivant un objectif différent: donner aux Québécois « le vrai pouvoir » à Ottawa, et les représenter dans une mission nettement affirmée. Celle de travailler pour la souveraineté du Québec. Ce parti, c'est le Bloc québécois, de Lucien Bouchard. Un parti qu'il n'est pas commode de critiquer sans se faire accuser d'être anti-Québécois. C'est là le propre des courants nationalistes, et le Bloc québécois n'échappe pas à cette règle. Pourtant, nous devons à la réalité de reconnaître qu'au-delà de ses intentions annoncées de réduire le déficit en coupant les dépenses militaires et de maintenir les programmes sociaux, par une forme d'« union nationale » entre les partis fédéraux pour confectionner le prochain budget, le Bloc québécois, dût-il faire élire ses candidats dans les 75 circonscriptions du Québec, ne saurait assumer à la Chambre des Communes le pouvoir qu'il assure pouvoir détenir.

La vraie question, c'est que ces deux partis se présentent devant un électoralat méfiant, désabusé, assommé de taxes, abreuvé de fausses promesses et vivant dans la hantise du chômage et de l'endettement national. Aucune condition ne serait plus propice à apporter à ces partis un appui inconditionnel, davantage basé sur l'émotion et sur le « ras-le-bol » que sur l'exercice de la raison. Derrière leurs chefs s'estompée l'équipe. On ne demande pas aux électeurs de voter pour un tel. On leur demande de voter pour la cause: l'une, d'extrême-droite; l'autre, nationaliste. Et toutes deux se partageant une partie du pays.

En fond de scène de ce phénomène se présentent les partis traditionnels: le Parti conservateur sortant, qui récolte en bout de course le fruit de ses erreurs — dont le cas des hélicoptères CH-101 n'est pas le moindre; le Parti néo-démocrate, qui a choisi de planer dans les hauteurs d'une « vision alternative » gauchiste face au courant national, qui manifeste une nette préférence pour la droite; et le Parti libéral qui, en dépit d'un programme très explicite, que les conservateurs ont très maladroitement tenté de contrer par un document bâclé à toute vitesse et n'offrant aucune crédibilité, le Parti libéral, dis-je, qui n'en arrive pas tout à fait à se dégager de certaines pratiques dépassées de la politique traditionnelle. Des pratiques, qui ont contribué à son élimination du pouvoir, il y a huit ans.

Il n'y a pas à s'étonner que, devant un tel tableau, nombreux soient les électeurs, qui se demandent vers qui se tourner qui leur redonnerait confiance, qui les assurerait d'un effort sincère et désintéressé dans la mise en place de mesures propres à remettre l'économie sur ses rails, à favoriser l'emploi, à alléger l'insupportable poids fiscal, à favoriser l'entente mutuelle dans la solution des problèmes qui confrontent tous les Canadiens.

Tels sont pourtant les enjeux du vote de lundi. Il n'en est pas d'autres qui soient aussi prometteurs de stabilité et d'espoir. Mais la stabilité et l'espoir ne se trouveront pas dans un gouvernement, qui serait forcé à des alliances aléatoires pour pouvoir se maintenir en selle. Dans la perspective présente, aucune de ces alliances ne saurait être autre que boiteuse, donc fragile et soumise à des compromissions dont ne pourraient que souffrir la clarté des objectifs et la transparence des moyens pour y arriver.

Seul un gouvernement majoritaire nous apparaît susceptible d'offrir ces assurances d'assainissement, dont notre climat politique a besoin dans la conjoncture présente et que notre situation économique réclame de toute urgence.

La Presse invite donc ses lecteurs et ses lectrices à réfléchir soigneusement, dans les heures qui restent, à la conséquence du vote qu'ils donneront lundi et avec lequel il leur faudra vivre pendant les quatre prochaines années. De cette réflexion devrait découler l'évidence qui se présente à l'ensemble des Canadiens: c'est que le Parti libéral profite, à l'heure actuelle, d'une remontée qui l'assure pratiquement de la majorité à la Chambre des Communes. Le Québec ne devrait pas être absent de ce rendez-vous historique avec le Canada; le Québec devrait faire partie de cette équipe comme il fait encore partie du Canada.

Je dis « Le Québec devrait... ». Mais je pêche par présomption. À l'heure actuelle, tout indique que le Québec est disposé à confier son avenir politique — son avenir social aussi — à l'inconnu mythique du Bloc québécois, un parti qui prétend pouvoir participer activement à la politique internationale et aux ententes avec les grandes puissances étrangères, alors qu'il s'est solidement enfermé dans les étroites frontières du Québec. Un parti du « one-man show », dont le fondateur-chef est à peu près le seul à pouvoir prétendre à une certaine expérience politique. Et encore, acquise au sein d'un autre parti qu'il a renié. Est-ce vraiment cela qu'il nous faut?

Le Québec ne serait-il pas plus « présent » s'il était représenté par des élus dont l'expérience politique est incontestable, une expérience qui sera un atout de premier ordre dans notre avenir collectif, à l'heure de la mondialisation? Quels que soient les coups bas que ses adversaires lui ont portés, monsieur Chretien n'a-t-il pas montré, mieux que tout autre, au cours de cette campagne, qu'il avait les capacités pour devenir premier ministre et l'équipe pour former le gouvernement? La réponse à ces deux questions est oui.

Roger D. Landry
Président et éditeur

La pub de Laval

« Pourquoi salir une réputation? » Telle est la question que posaient les amis de Jean Rizzuto, candidat à la mairie de Laval, dans une annonce pleine page, parue dans les journaux du week-end. Le maire de Laval, Gilles Vaillancourt, y a vu une entorse aux lois électorales et s'est dépêché de porter plainte. Techniquement parlant, M. Vaillancourt a peut-être bien raison. Mais moralement, c'est une autre histoire.



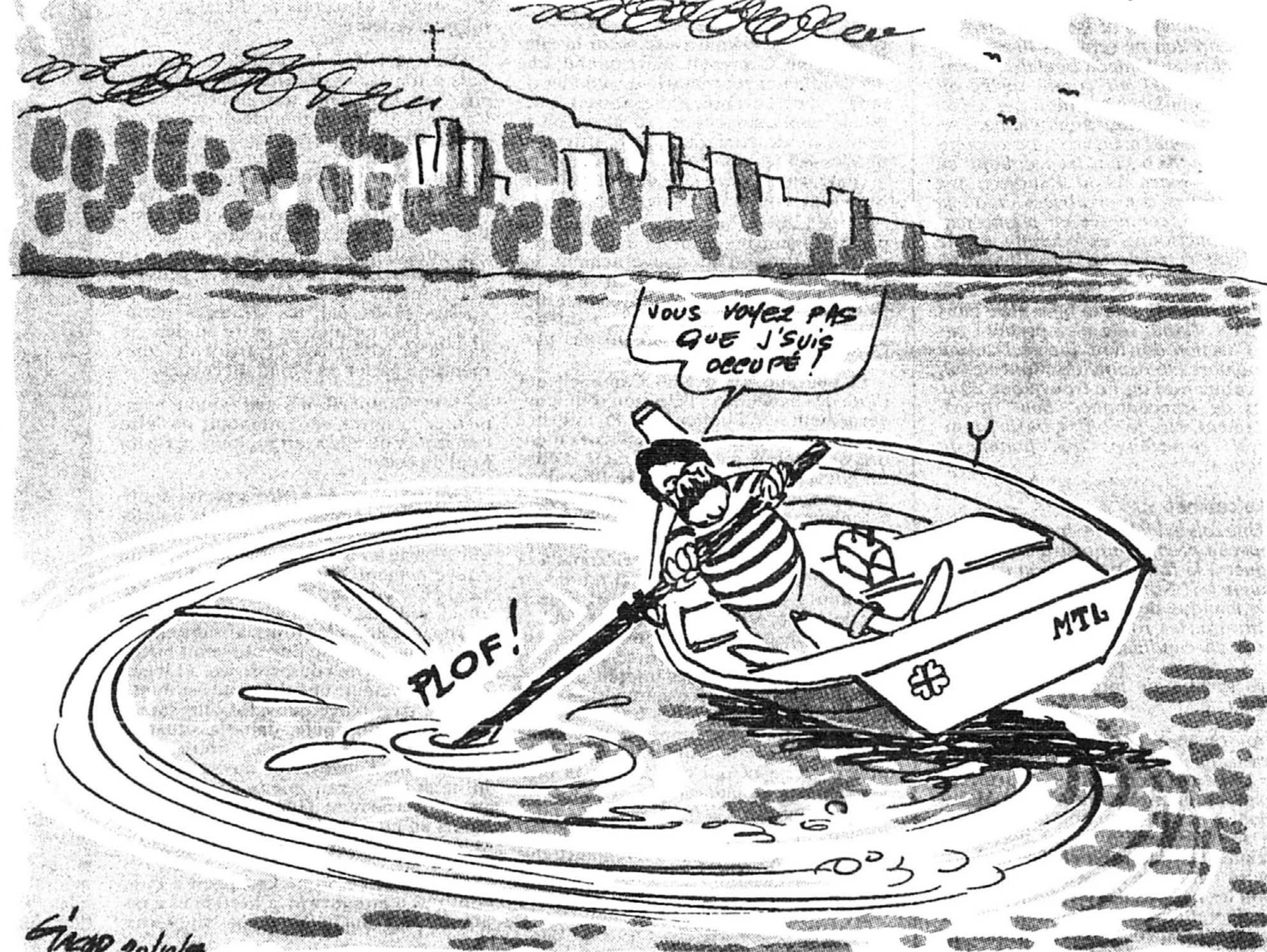
L'annonce du samedi faisait allusion aux bêtises proférées, il y a quelques semaines, par le député Gilles Rocheleau, qui avait apparenté le sénateur libéral Pietro Rizzuto à son homonyme Vito, mafioso notoire. À titre de frère de Pietro, Jean a récolté au passage quelques miettes de ce salissage. En volant à son secours, ses amis ont fait plus que l'aider à rétablir les faits: ils lui ont permis d'exploiter astucieusement la situation, de manière à en tirer tout le jus électoral possible. Imaginez: une pub grosse comme ça, avec la photo du candidat en prime, qui échappe à la comptabilité électorale. Une vraie aubaine!

On peut comprendre que le maire Vaillancourt soit un peu frustré. Mais, de là à courir se plaindre auprès du Directeur général des élections, il y a une marge. Après tout, l'actuel maire de Laval ne s'est jamais publiquement dissocié des propos du député Rocheleau — il a préféré faire comme s'il ne s'était rien passé. Laisant ainsi courir le petit racisme ordinaire, celui qui établit une équation entre politique, nom à consonance italienne et pègre. Dieu sait qu'elle s'incruste facilement, cette équation-là. Même que cela peut devenir un solide handicap dans une course politique. La question ne constituera jamais clairement un enjeu électoral. Mais le mécanisme de la méfiance n'en risque pas moins de jouer le jour du vote.

Le maire de Laval n'a pas pris la peine de se distancer des propos mensongers du député Rocheleau. Et puis, il a la chance, lui, de ne pas devoir répondre des crimes de tous les Vaillancourt de la terre. Alors, devant la petite ruse de son adversaire, il n'avait qu'une attitude à adopter: laisser passer.

Agnès GRUDA

— ÇA TOURNE ROND M'SIEUR L'HAÏRE, OU BEDON ÇA TOURNE EN ROND ? — UN MÉMÉREUR



DRÔITS RÉSERVÉS

La boîte aux lettres

La mission des parcs québécois en danger

■ Quand le gouvernement du Québec a créé des parcs, c'était dans le but de protéger des territoires exceptionnels, puis de les rendre accessibles à tous dans une perspective d'éducation à la nature. Il y a quelque temps, le MLCP annonçait en catimini qu'il s'appropriait l'ensemble des activités et services qu'il y offre. En tant qu'usager, j'ai peur que la mission des parcs québécois ne soit en danger.

Actuellement, le parc de la Jacques-Cartier, que je fréquente depuis plusieurs années, offre des activités et des services de qualité. Année après année, des équipes compétentes y réinvestissent joyeusement expérience, idées nouvelles et professionnalisme; ils améliorent ainsi les services d'accueil et d'éducation, et ils préservent les sites d'une pression induite, qui pourrait les détériorer. À l'intérieur du Parc, des concessionnaires ont acquis la gestion de location d'équipements de plein-air et de certaines activités d'interprétation faunique.

Advenant une délégation totale, qu'advendrait-il de la part encore maintenue par le MLCP, à la base de la mission des parcs: accueil, interprétation, sentiers d'auto-interprétation, recherche et développement, surveillance de la qualité des services et de la pression exercée sur le milieu naturel? Comment une société privée, fut-elle un organisme sans but lucratif (OSBL), pourrait-elle y faire ses frais, sinon en sacrifiant du côté de la qualité? Par ail-

leurs, quels seraient les coûts associés à la fréquentation du parc? Enfin, est-ce que l'impératif de rentabilité ne pourrait pas un jour inciter un OSBL à offrir, via une sous-traitance, des tours d'hélicoptère, comme cela se fait au site des chutes Montmorency? En tel cas, la réverbération des décibels dans la vallée de la Jacques-Cartier — un écrin de beauté — aurait tôt fait de la transformer en un enfer pour la faune comme pour les visiteurs venus y chercher un havre de ressourcement et de silence aux portes de la ville. À quelles autres indécentes du genre faudrait-il s'attendre?

Qui aurait assez de pouvoir, d'argent et de compétence pour assurer, dans cette débandade faite sous le couvert de coupures politiquement rentables, la formation des personnes, le suivi des activités, l'encadrement des partenaires, la protection des milieux, bref, la qualité? L'éducation n'est jamais rentable à court terme. Les parents le savent. Mais ils savent aussi qu'elle constitue leur meilleur legs.

L'expérience des parcs québécois est encore jeune. Beaucoup d'énergies y ont été investies. N'est-il pas un peu trop tôt pour abdiquer? La délégation totale est-elle la meilleure façon pour le MLCP d'atteindre ses objectifs de coupures? Ne le payerait-il que trop cher dans le futur?

La mission des parcs québécois est en danger. Je crains que la délégation totale n'amène une dégradation de qualité des services de préservation, d'accueil et d'éducation. Allons-nous laisser sans surveillance le patrimoine? Allons-nous le laisser devenir un « sightseeing »

de natures mortes pour mieux les pleurer?

Jean LAMONTAGNE
adepte des parcs

Des adultes au primaire!

Monsieur Jean-Luc Mongrain,

■ Vous avez une façon bien « colorée » d'exprimer vos opinions, M. Mongrain. Elle vous appartient et je la respecte, mais je croyais, jusqu'à ce jour, que vous étiez un homme juste et intègre. Vous avez réussi à transformer le problème de l'école du Vieux-Chêne en un conflit raciste.

La Loi sur l'instruction publique catégorise très distinctivement les écoles en primaire, secondaire, cégep et centre d'enseignement aux adultes. Tout ceci parce que les règles de vie ne sont pas les mêmes entre ces quatre classes d'enseignement.

Vous n'êtes pas un bénéficiaire de l'aide sociale, M. Mongrain, ni un membre de la classe défavorisée, encore moins un « taré », mais vous avez une façon à vous de transmettre vos idées à cor et à cri, qui n'est pas celle que j'enseigne à mes enfants; vous avez aussi une façon bien à vous de recueillir l'information et de mener un débat sans laisser les autres intervenants s'exprimer de façon démocratique, que je n'enseigne pas à mes enfants; vous avez aussi une façon bien à vous d'insulter les gens dans un vocabulaire peu recommandable, que je n'enseigne pas non plus à mes enfants.

À partir de cela, M. Mongrain, et ceci, sans que j'aie peur que vous contaminiez mes enfants par le sida, (faut-il être borné et peu informé sur le mode de transmission du sida pour dire une pareille idiotie; même mes enfants sont mieux informés que vous là-dessus...), je vous dis que vous seriez de loin la dernière personne que je voudrais voir « raccrocher » à l'école du Vieux-Chêne.

Sylvie LIVERNOCHE
Lachenaie

Projet collectif enthousiasmant

■ L'économie canadienne est bloquée en raison principalement de l'incroyable dette, qui immobilise approximativement la moitié du budget national et qui ne donne plus aucune marge de manœuvre.

Nous avons vécu au-dessus de nos moyens durant les vingt dernières années en investissant dans des programmes dont nous ne pouvions pas assumer les coûts et nous nous apprêtons à léguer à nos enfants l'héritage de notre inconscience collective: nous avons profité des largesses illusoires de l'État. À nos enfants, la responsabilité de payer la facture, maintenant!

La dette est constituée de prêts, à des taux évidemment plus élevés que ceux que nous connaissons actuellement. Ces prêts proviennent souvent de pays étrangers et les intérêts que nous versons servent à faire rouler leur propre économie.

Laissez-moi rêver à un gouvernement qui interpellerait ses citoyens plus favorisés, ceux qui ont un emploi et un peu

d'aisance financière — qui sont souvent ceux qui ont bénéficié de la société d'abondance —, et qui leur demanderait sur une base volontaire un prêt sans intérêt remboursable intégralement, au bout de quatre ans par exemple, et qui affecterait ces sommes d'argent exclusivement au remboursement de la dette. Laissez-moi rêver que, globalement, 500 000 citoyens enverraient une moyenne de 2000 \$ pour lesquels ils accepteraient de sacrifier pendant quatre ans le maigre 5 ou 6 % d'intérêt (imposable) qu'ils pourraient collecter. Chaque milliard de dollars ainsi obtenu épargnerait aux contribuables canadiens cent millions de dollars d'intérêt annuellement en supposant que l'on rembourse des argents placés à 10 % d'intérêt.

Laissez-moi rêver, enfin, que la nation canadienne verrait à un projet collectif enthousiasmant et que nous accepterions de poser un geste gratuit pour dire à la génération de demain que nous ne sommes pas totalement irresponsables et qu'il y a de l'espoir pour le futur.

Pour diminuer les coûts de gestion de ce programme, le gouvernement pourrait n'accepter les prêts sans intérêt qu'à partir de 1000 \$, et ne recevoir que des multiples de cette somme. Mais je serais également méfiant: je demanderais au gouvernement d'adopter un texte de loi rendant illégaux les déficits administratifs. Parce que je n'aurais nullement confiance en un gouvernement qui utilise dans ses finances le principe des vases communicants dès qu'un secteur est en difficulté.

Paul E. LEFORT

ELECTIONS 98



LE BLOC QUÉBÉCOIS ET LE NATIONALISME

Une arme qui a toujours bien protégé le Québec

ARMAND R. BASTIEN

M Pierre Desjardins, professeur de philosophie au Collège Montmorency, projetait récemment dans *La Presse* (16 sept.) l'ombre de l'agent double Claude Morin sur le mouvement d'émancipation nationaliste québécois. Il écorchait au passage René Lévesque et vilipendait Lucien Bouchard. Le premier n'était qu'un clown politique, et les deux des arrivistes, qui se servaient du nationalisme pour atteindre leurs fins personnelles.

Puis, il nous incitait à laisser tomber toute revendication nationale devant un monde devenu pluri-ethnique. A cause du fait, également, que nous ne sommes au Québec «qu'une majorité démographique, qui n'a rien à voir avec le contrôle réel des leviers». En d'autres termes, une société dépourvue qui, parce que dépourvue, doit subir l'histoire sans jamais tenter de l'infléchir. A moins que je ne comprenne rien, une société qui doit s'adapter à un mouvement contrôlé par les autres.

C'est le défaut des théoriciens que de prendre leurs modèles pour des réalités concrètes (ou, à l'inverse, de faire entrer de force les faits réels dans un cadre théorique).

Il est bien vrai que le nationalisme est détestable. Il m'est d'autant plus facile d'en convenir que je ne suis nationaliste que par accident. Je suis d'abord et avant tout universaliste. Mais je me dois de considérer le nationalisme comme un outil politique nécessaire, et temporaire, pour enfin permettre aux Québécois d'accéder à l'internationalisme. Dans le système politique actuel, ils

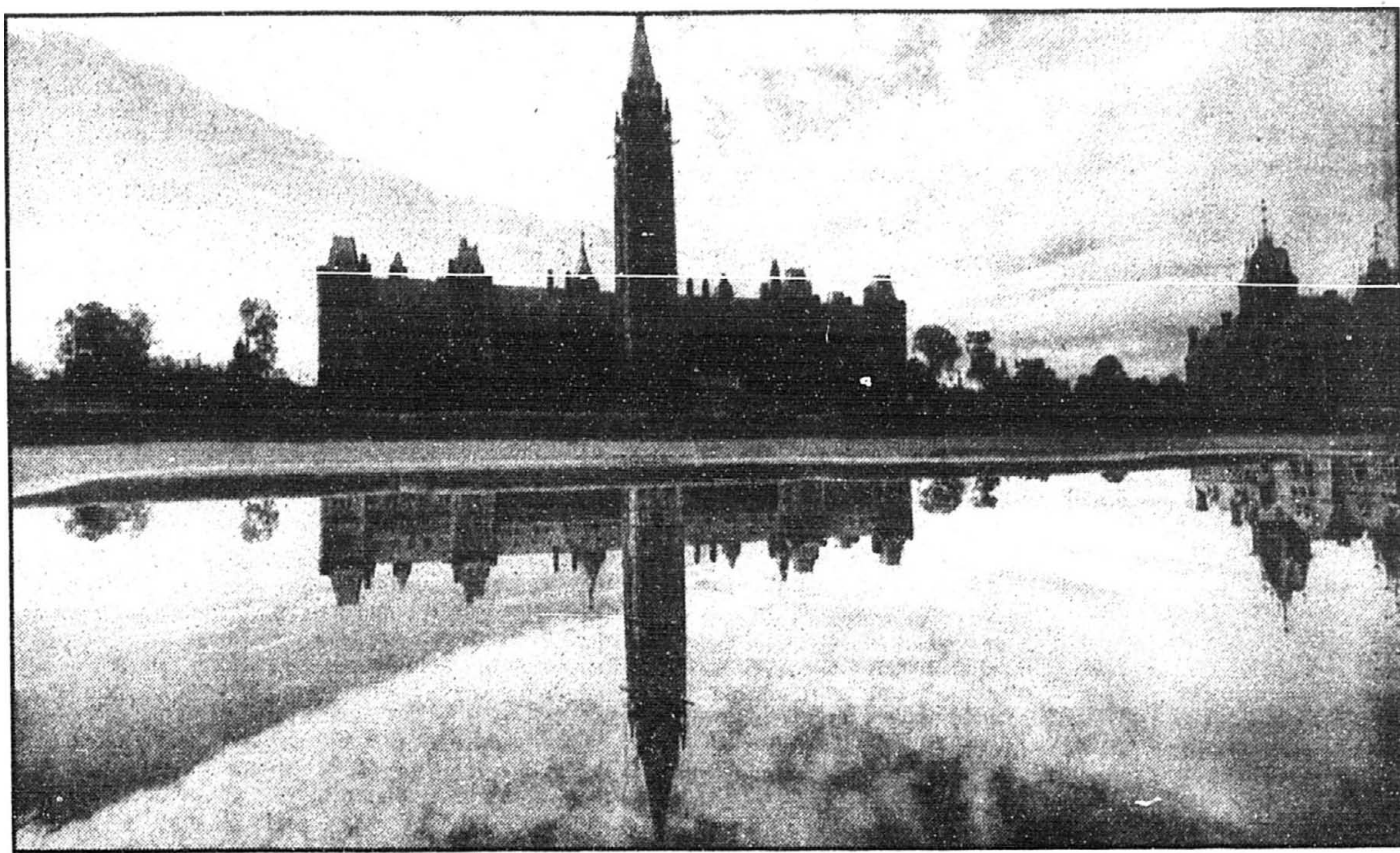
sont condamnés à continuer de vivre dans un provincialisme subordonné.

Il faut se méfier des théories. Théoriquement, il est clair que le nationalisme est dépassé. La mondialisation des marchés, de même que la formation de blocs économiques supranationaux tendront au nivellement des disparités nationales. Historiquement, le monde entre dans une période de transition, dont nous ne connaissons pas la durée, où en fin, de terme, tous les nationalismes devraient s'aplanir. Il faut admettre, cependant, que cette évolution souhaitable sera plutôt longue que courte. Entretemps, nous continuerons à vivre au milieu d'affrontements pratiques inévitables.

Dans les faits, le nationalisme risque de continuer d'exister longtemps. Un organisme de contrôle mondial, dont les pouvoirs commencent à se définir, devrait à la longue le policer. Il devrait perdre de sa virulence. Mais il risque d'exister aussi longtemps que les hommes ne pourront se dépouiller de leurs différences de langue et de culture, en certains cas de religion, reliées ou non à des particularités géographiques.

Qu'on ne se méprenne pas. Je n'aime pas le nationalisme. Mais je n'inviterai jamais les Québécois à se départir de l'arme qui les a protégés jusqu'ici, tant que ceux qui les entourent ne décideront pas de désarmer eux aussi. De grâce, ne nous nourrissons pas d'illusions.

Il est paradoxal qu'un anti-nationaliste comme Pierre E. Trudeau n'ait pas trouvé mieux, pour contrer le nationalisme des Québécois, que de leur en proposer un autre, qui ne pouvait leur être propre: le nationalisme canadien. (...)



Réveil brutal pour le Canada anglais

FRÉDÉRIC BASTIEN

L'auteur est étudiant de maîtrise à l'École nationale d'administration publique.

Dans cette grande question existentielle canadienne, que constitue la relation Québec-Canada, le Canada anglais refuse depuis toujours de reconnaître un statut particulier au Québec, ce que ce dernier réclame avec insistance depuis les années 60.

En quelque sorte, le mouvement souverainiste est issu de ce refus perpétuel. En effet, ce statut distinct, dont presque tous au Québec reconnaissent le bien-fondé, comme on ne semble pas pouvoir l'obtenir de l'intérieur, il faut désormais essayer de l'atteindre à l'extérieur. Tel est le raisonnement de base des partisans de l'indépendance.

Les fédéralistes, de leur côté, tout en reconnaissant la nécessité d'un changement, ont tous prétendu qu'il était possible de réformer le Canada de l'inté-

rieur, évitant ainsi de provoquer la rupture du lien fédéral.

Force est d'admettre, toutefois, que les récents échecs de Meech et de Charlottetown ont illustré qu'il est plus que jamais impossible de modifier le statut du Québec à l'aide d'une modification constitutionnelle. Par conséquent, le discours des partisans de l'union canadienne s'est modifié. L'attitude des politiciens fédéralistes se résume désormais à faire comme si de rien était.

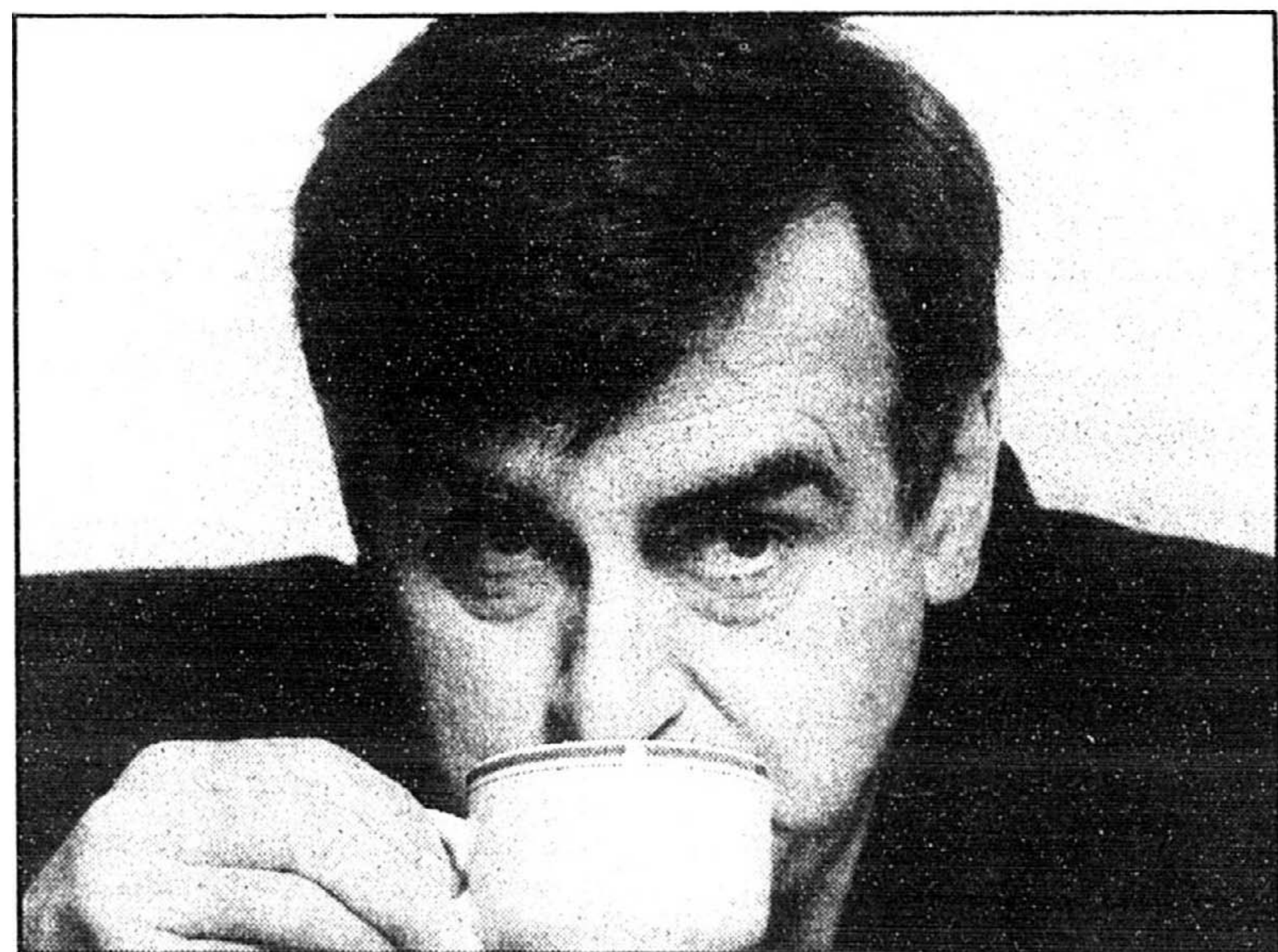
Tous clament désormais en cœur leur désir de s'occuper de l'économie, faisant exactement comme si la question du Québec n'était plus un enjeu, ou encore comme si ce problème allait disparaître par enchantement.

Cette stratégie, qui tient du refus de voir la réalité telle qu'elle est, s'explique très bien. S'il n'y a aucun accord possible entre les deux communautés, il tombe sous le sens de conclure, pour les fédéralistes, qu'il n'y a aucune raison d'essayer de résoudre un problème insoluble. Il ne reste plus, alors, qu'à nier le problème. Ce que font les Chrétiens,

les Charest et les Campbell, quand ils nous disent que, désormais, il faut s'occuper d'économie et de rien d'autre.

À l'époque où le mouvement indépendantiste était cantonné à l'Assemblée nationale, où il forme l'opposition officielle, dans une simple province comme les autres, il était facile pour le Canada anglais de poursuivre le «business as usual». Dans cette perspective, l'arrivée en force des troupes de Lucien Bouchard risque fort de briser cette quiétude. Devant un contingent important de députés séparatistes, qui privera peut-être le Canada d'un gouvernement majoritaire, et qui pourrait même former l'opposition officielle, il sera désormais impossible pour quiconque de nier l'ampleur et la gravité du problème québécois.

De par sa seule présence à Ottawa, le Bloc sera la preuve la plus éclatante que le système fédéral ne fonctionne pas. À cet égard, pour une bonne partie de l'opinion publique anglo-canadienne, le réveil risque d'être brutal le 26 au matin. (...)



Lucien Bouchard

Le nationalisme est bel et bien une idéologie

PIERRE PILON

Le nationalisme, selon le Dictionnaire de français édité par Larousse, est au premier niveau de définition, «une doctrine qui se fonde sur l'exaltation de l'idée de nation - et à un deuxième niveau - le mouvement des individus qui prennent conscience de former une communauté nationale». Le nationalisme est donc lié à l'idée de doctrine et de nation en référence à une forme d'exaltation et de mouvement.

Or, une doctrine, toujours selon le même dictionnaire, est «l'ensemble des croyances ou des principes qui constituent une religion, une école, un système, etc.». On retrouve au mot idéologie la même définition: «l'ensemble des idées, des croyances, des principes propres à...». Il y a donc véritablement synonymie et on peut, sans crainte de faire erreur, affirmer que le nationalisme est une idéologie.

Tous les nationalismes du monde s'appuient sur des idées, des croyances, des doctrines similaires qui sont cependant appliquées à des réalités géographiques et sociologiques différentes. Et tout le monde sait que ce sont les idéologies qui mènent le monde et les nations, bien ou mal. Car les idéologies n'ont pas toutes la même valeur, au moins dans leur application. Elles sont bienfaisantes ou malsaines, salvatrices ou néfastes. Certains nationalismes ou idéologies nationalistes conduisent la nation à l'autonomie, à la solidarité, à la cohésion, à s'assumer. Ils revitalisent et renforcent les relations intérieures et internationales de la nation. D'autres nationalismes conduisent à la fermeture sur soi, au nombrilisme, à l'esprit de clocher et au chauvinisme (ce qui veut dire «patriotisme outré», selon le dictionnaire). Ceux-ci séparent divisent ou diminuent les forces vives, restreignent l'action, empêchent la croissance.

En ce qui concerne l'exaltation et le mouvement liés à la définition de na-

tionalisme, oui, on peut dire que nous sommes, au Canada, en présence de deux nationalismes, l'un canadien, l'autre québécois, avec la différence que le nationalisme canadien est fédéraliste: il veut conserver le Québec dans le Canada et établir les lois et les formules d'une juste répartition des biens et des services par les règles et les méthodes du parlementarisme; tandis que le nationalisme québécois, qui est nettement teinté d'indépendantisme, veut, dans un premier temps, sortir le Québec du Canada et, par la suite, négocier lois et formules qui régiront les relations et les alliances internes et externes du nouveau pays.

Entre ces deux nationalismes, à chacun de discerner où se loge sa vérité, ses intérêts et son bien-être.

Si la tendance indiquée par les sondages actuels se maintient, les Québécois, indépendantistes et fédéralistes, voteront pour un Bloc québécois fort à Ottawa. Le Bloc québécois et son chef charismatique, Lucien Bouchard, vivraient à Ottawa, aux frais du fédéralisme canadien, pour contraindre le parlement fédéral à se pencher uniquement et prioritairement sur les intérêts du Québec, ce qui est à l'opposé de l'esprit fédéraliste, c'est le moins qu'on puisse dire. Bouchard et compères, convaincus d'avance que le fédéralisme est nuisible pour le Québec, sans foute peut-être la pagaille, vont nécessairement ralentir les débats parlementaires et nuire à la bonne marche du fédéralisme canadien. Bien sûr, les Québécois indépendantistes s'en foutent peut-être, même l'espèrent-ils: «le plaisir de l'un, c'est de voir l'autre se casser le cou!», chantait Félix Leclerc. Mais les Québécois fédéralistes, eux, est-ce bien ce qu'ils recherchent: plus d'embrouille, de tergiversation, d'affrontements?

L'indépendance, si la majorité des Québécois la veut, ne peut et ne doit se faire qu'au Québec, par un référendum ou à l'occasion d'une élection provinciale. (...)

Les intérêts de Tombouctou...

CLAUDE PÉCLET

L'auteur est professeur au Centre collégial Mont-Laurier.

Aux yeux des nationalistes québécois, seul le Bloc peut défendre les intérêts du Québec à Ottawa. Mais que sont donc ces intérêts du Québec? Quelle vérité possède à lui seul le Bloc québécois? Quel politicien, candidat dans un comté au Québec, n'affirme pas à sa manière défendre les intérêts du Québec? Y en a-t-il qui défendent les intérêts de Tombouctou?

Dans *La Presse* du 1er octobre, M. Brisebois adhère à la vision manichéenne qui présente, d'un côté, les fédéralistes canadiens, qui mijotent tous à leur façon des complots contre le Québec, et, de l'autre, les seuls vrais bons Québécois. M. Brisebois ramène l'essence de cette idée en affirmant tout bonnement que l'on doit être, ou bien nationaliste canadien, ou bien nationaliste québécois. Il va de soi, dans cette logique, que ces deux nationalismes s'opposent. De là, on en vient facilement à qualifier les nôtres, qui ne partagent pas les mêmes idées, de «Canadiens-français de service». Curieuse conception de la politique, de la conjoncture et

du monde, qui se limite aux visions nationalistes.

Pour que cette idée simpliste passe mieux, M. Brisebois tente de nous rappeler que le nationalisme n'est pas une idéologie. Ce rappel n'est pas nouveau. Il s'inscrit dans le mouvement de la pensée nationaliste québécoise; de Lio-

nel Groulx, au manifeste de 1991 du Bloc Québécois, en passant par Marcel Chaput, Denis Monière, le manifeste de 1960 du RIN, et combien d'autres (voir: *Les grands textes indépendantistes*, A. Ferretti et G. Miron, L'Hexagone, 1992). Dans cette optique, la politique nationaliste est bien la seule à ne pas être idéologique. (...)

Foi nationaliste

HENRI JULIEN

D'une part, un professeur de philosophie, Pierre Desjardins; d'autre part, un politologue, Jacques Brisebois.

Deux hommes possédant une «certaine formation» intellectuelle, mais qui ne voient pas du même oeil le nationalisme québécois. Dans la livraison de *La Presse* du 15 septembre, le premier déclarait que le nationalisme est une «idéologie passiste et statique». Son opposant, Jacques Brisebois, affirme de son côté, que le nationalisme répond à «un niveau de consensus».

A mon avis, ce n'est pas à ce palier de discussion que s'élucide la question du nationalisme intransigeant. On doit la soumettre à une approche plus rigou-

reuse dans le champ des réalités intérieures dont elle est la conséquence.

En fait, l'évidence psycho-sociale démontre que le nationalisme est un sentiment qui s'apparente au sentiment religieux et qui, dans certains cas, s'y substitue — comme au Québec, par exemple, où la foi a changé d'objet et de contenu. De théologique, elle est devenue nationaliste.

Si on conceptualise et rationalise le sentiment nationaliste, il est possible de lui donner les formes qu'on veut dans le cadre homogène d'une pensée collective, dont la cohésion n'est pas nécessairement signe de cohérence. Il peut tout aussi bien être considéré comme une idéologie, un niveau de consensus ou tout ce que l'imaginaire suggère sans que pour autant ce sentiment profond ne s'altère. (...)

À propos d'évidences qui n'en sont pas

JEAN MERCIER

L'auteur est professeur au Département de science politique de l'Université Laval.

D'entrée de jeu, je concéderai quelques points à M. Mario de Luca, président du Bloc québécois dans le comté de Richmond-Wolfe, qui a commenté dans *La Presse* du 14 octobre mon article du 6 octobre, lequel émettait des réserves sur l'utilité de voter pour le Bloc québécois.

Je concéderai qu'il y a quelque chose de sain dans le fait de se démarquer, de sortir du rang des partis traditionnels, pour se présenter devant nos collègues anglophones, comme Québécois, en dehors de la discipline de parti, laquelle discipline est bien sûr un facteur d'inh-

bition. Il est également possible, comme M. de Luca le suggère, que nous nous dirions vers des gouvernements régionaux, et que nous vivions, le 25 octobre, une première étape dans cette direction.

Ce que je conteste, c'est que tout cela aille de soi. Je conteste qu'il aille de soi que, parce que cela peut faire du bien de réagir vis-à-vis Meech ou Charlottetown, ce soit dans notre intérêt de le faire. Que nous nous dirions vers des gouvernements régionaux, c'est possible, mais je conteste qu'il faille y croire comme à une évidence. Si je n'ai pas incité mes étudiants à remettre en question de fausses évidences, même partagées par une majorité d'individus, alors, pour eux, je n'ai peut-être pas fait ce qu'il fallait faire comme professeur. (...)

Je veux profiter de cette réplique pour lever le voile sur une ambiguïté. Je veux préciser que mon article dans *La*

Presse (6 octobre) était écrit à titre de citoyen, et non à titre d'expert, pour la simple et bonne raison que je ne me suis pas spécialisé en politique canadienne, qui n'est qu'une spécialité parmi bien d'autres. Cela ne m'enlève pas, par ailleurs, le droit de m'exprimer comme citoyen.

Je reconnaitrai, avec mon contradicteur, que le lien entre le pouvoir du consommateur, qui émerge à la fin des années 1960, et l'évolution du nationalisme québécois n'est pas une évidence. Cette idée n'est pas répandue. Ce qui ne veut pas dire qu'elle soit fausse.

Dans la campagne électorale que nous vivons, je suis d'accord pour dire qu'il y a beaucoup d'ambiguïtés et aussi une tendance certaine à simplifier les choses. Peut-être ces deux tendances, en apparence contraires, sont-elles au fond complices. (...)

ELECTIONS 93

Manning invite les députés bleus à passer au Reform

Presse Canadienne
OTTAWA

■ Les députés conservateurs qui voudront passer d'un côté à l'autre des Communes pour se joindre au Reform Party seront les bienvenus — cela, bien sûr, si leurs commettants approuvent leur geste, a déclaré hier Preston Manning.

«Ce n'est pas dans l'intérêt des fédéralistes — peu importe le parti dans lequel ils militent — de laisser les séparatistes jouer de la balance du pouvoir dans un Parlement minoritaire ou former l'Opposition officielle», a dit M. Manning au cours d'une interview avec la Presse Canadienne.

Elire un plus grand nombre de députés du Reform constitue le meilleur moyen de réduire l'influence des souverainistes au Parlement, a-t-il ajouté.

Cependant, les conservateurs qui veu-

lent rejoindre les rangs du Reform pour empêcher le Bloc québécois d'acquiescer le statut d'opposition officielle seraient bien accueillis dans certaines circonstances, a-t-il poursuivi.

«Certaines personnes sont déjà venues nous trouver pour discuter de cette éventualité et nous leur avons toujours répondu d'aller consulter leurs électeurs pour savoir ce qu'elles devraient faire et de revenir nous voir ensuite, preuves en main, afin que nous soyons sûrs que telle est la volonté de leurs commettants», a-t-il dit.

«C'est ce que nous avons dit à des députés conservateurs auparavant et nous leur dirions la même chose dans ces circonstances.»

Les appuis que reçoit le Reform Party ne cessent d'augmenter depuis le déclenchement des élections, le 8 septembre, et les sondages permettent de croire que cette formation a des chances de devenir l'opposition officielle.

La croissance du parti auprès des électeurs indécis ainsi que parmi ceux qui ont un penchant envers le Reform a peut-être été affectée par l'expulsion d'un candidat anti-immigrants à Toronto, a rappelé M. Manning.

Pourtant, croit-il, son parti a été victime de critiques non fondées durant la campagne, surtout celles provenant de la députée conservatrice Dorothy Dobbie qui n'a pas hésité à le traiter d'«homme dangereux» à cause de ses croyances religieuses fondamentalistes.

«Si l'un des nôtres avait dit ça au sujet de l'un des leurs, les éditorialistes auraient sauté sur l'occasion d'un bout à l'autre du pays et tous les libéraux seraient descendus en force dans la rue. Mais ils ne le sont pas.

«J'ai grandi dans une famille à laquelle on lançait ce genre de quolibet 200 fois par jour.»

L'effondrement de l'électorat conser-

vateur a été un des éléments les plus surprenants de cette campagne électorale, a fait remarquer M. Manning.

Et cet effondrement a battu tous les records au Québec où les conservateurs risquent de perdre presque tous leurs sièges.

Cependant, M. Manning ne regrette pas sa décision de ne pas présenter de candidats au Québec pour défendre le fédéralisme traditionnel contre la souveraineté.

«Si nous nous y étions lancés, les seuls appuis sur lesquels nous aurions pu compter auraient été ceux des Anglo-Québécois à la recherche d'un équivalent fédéral au Parti Égalité», a-t-il souligné.

«Même si nous avions eu un candidat qui nous aurait donné un pied à terre au Québec, nos chances de nous faire entendre par les francophones auraient été nulles.»

Depuis l'avènement de la confédération, les premiers ministres du Québec ont toujours négocié les changements constitutionnels avec Ottawa sur la base de leur croyance que le Canada avait deux peuples fondateurs: les Français et les Anglais.

M. Manning est d'avis que toutes les provinces devraient être sur le même pied et il a affirmé que cette position est fortement appuyée au Québec — bien qu'il admette ne pas être la meilleure personne pour faire passer ce message dans la province.

«Le problème c'est qu'il n'existe personne pour se faire le champion de cette cause au Québec, il n'y a personne au Québec qui veuille se charger de véhiculer le message de l'égalité des provinces. Pourtant, nous sommes tout à fait convaincus que bien des Québécois partagent notre avis et il ne nous reste donc qu'à trouver quelqu'un là-bas qui veuille bien rassembler tous ces gens-là.»

Les libéraux au Québec: encore moins qu'au dernier référendum

CHANTAL HÉBERT
du bureau de La Presse
OTTAWA

■ Lundi au Québec, les libéraux de Jean Chrétien devront vraisemblablement se contenter d'un moins bon score que celui remporté par le défunt accord de Châlotown.

L'an dernier, le OUI l'emportait dans 24 des circonscriptions fédérales du Québec. Au début de la présente campagne électorale, ces deux douzaines de sièges étaient naturellement ceux que ciblait le PLC.

Aujourd'hui, force est de constater que les Québécois francophones menacent de se montrer plus réfractaires au parti de Jean Chrétien qu'à l'impopulaire accord de l'automne dernier.

A une semaine du vote, six des circonscriptions à forte majorité francophone où le OUI l'a emporté au référendum penchent pour le Bloc québécois. Au moins quatre autres sont la scène de chaudes luttes entre le PLC et le Bloc.

Pour ce qui est de la cinquantaine de comtés qui ont voté NON au référendum, les libéraux conviennent qu'ils ne sont à peu près nul part dans la course. Hier, des vétérans libéraux ont livré à La Presse leurs pronostics quant à l'issue de la bataille au Québec. A les entendre, même si leur parti est déjà virtuellement assuré de former le prochain gouvernement, la liste des gains garantis du PLC se résume vraiment à une quinzaine de sièges. Dans une poignée d'autres, ils ont cependant de bons espoirs de l'emporter.

Dans la région de Montréal, le PLC prendra ainsi sans difficulté les sièges conservateurs de Pierre-Dollars et Lachine. Ils garderont également sans grand problème Saint-Leonard, Saint-Laurent, Notre-Dame-de-Grâce, Mont-Royal et Saint-Denis.

Même si la lutte s'y annonce plus serrée, les libéraux s'atten-

dent également à conserver les sièges de leurs deux principales vedettes francophones, André Gauthier dans Papineau-Saint-Michel et Paul Martin dans Lasalle-Emard de même que St-Henri-Westmount où leur candidat David Berger est loin de faire l'unanimité même dans les milieux fédéralistes. Les avis sont plus partagés sur deux autres circonscriptions, Outremont et Vaudreuil, qui sont tout de même sur la liste des gains probables du PLC. Dans l'Outaouais, les libéraux sont désormais confiants de gagner deux nouveaux sièges, Hull-Aylmer et Pontiac-Gatineau-Labelle.

La partie est un peu plus corsée dans Bourassa que le candidat Denis Coderre dit avoir dans le sac grâce à une importante proportion de membres des communautés culturelles et de personnes âgées. Dans Gatineau-La-Lièvre, le député Mark Assad se fait chauffer par son adversaire du Bloc Jules Fournier. Dans Verdun-Saint-Paul, la montée du Bloc pourrait en bout de ligne, convient-on, faire perdre de justesse au PLC un gain qu'il escompte encore, tout comme elle pourrait empêcher l'élection d'une autre étoile libérale, Michel Dupuy, dans Laval-Ouest.

Le Bloc, pour sa part, compte l'emporter dans Ahuntsic contre l'ancienne ministre Celine Hervieux-Payette. Site d'une bataille serrée, la circonscription a d'ailleurs eu droit à une visite de Lucien Bouchard hier. Dans Laprairie et dans Anjou-Rivière-des-Prairies, les conservateurs Fernand Jourdain et Jean Corbeil retiendraient, grâce à leur popularité personnelle, suffisamment de votes fédéralistes pour empêcher les libéraux de franchir le fil d'arrivée devant le Bloc.

En province finalement, malgré un bon fond fédéraliste, les sièges de Bonaventure-Iles-de-la-Madeleine, Brôme-Missisquoi et Mégantic-Compton-Stanstead iraient en principe grossir la mise du Bloc québécois.

Ottawa aurait raté l'occasion d'annuler l'achat des hélicoptères

Presse Canadienne
TORONTO

■ Le gouvernement fédéral a laissé passer l'occasion d'annuler le controversé contrat d'acquisition d'hélicoptères, quand le consortium censé les construire n'a pas rencontré ses obligations vendues, a-t-il été rapporté hier soir.

Le gouvernement a plutôt décidé de reporter l'échéance jusqu'au 30 novembre, accordant ainsi une faveur à la compagnie EH Industries Ltd. tout en s'engageant encore davantage à acheter 43 hélicoptères EH-101 au coût de 4,8 milliards, a révélé le réseau anglais de la Société Radio-Canada.

Selon la CBC, la décision du gouvernement pourrait coûter cher aux contribuables si un éventuel gouvernement libéral décidait d'annuler le contrat d'achat.

Mais cette interprétation a été rejetée par le ministre de la Défense, Tom Siddon, qui a affirmé que selon ses conseillers juridiques, il lui était impossible la semaine dernière d'annuler le contrat. Le ministre a ajouté que le consortium anglo-italien ayant obtenu le contrat en aurait de toute façon contesté l'annulation.

Bouchard s'oppose à toute compression dans la culture

d'après PC

■ Le Bloc québécois s'opposera fermement à toute compression budgétaire dans le domaine de la culture, comme il le fait pour les programmes sociaux et les paiements de transfert aux provinces.

«Non, je n'accepterai pas de compression budgétaire sur la culture», a déclaré hier M. Bouchard.

aller chercher dans la culture. Il n'y en a pas assez dans la culture. C'est inconcevable pour moi qu'un État ne se préoccupe pas des valeurs collectives comme la culture.»

Le Bloc québécois ne croit pas en une politique culturelle canadienne unique, «puisqu'il y a avant tout existence de deux cultures distinctes l'une de l'autre».



Svend Robinson exhibe les dépliants distribués par le candidat libéral.

Attaqué par un candidat libéral pour son homosexualité, Svend Robinson réclame des excuses de Chrétien

BURNABY, C.-B.

■ Le député neo-démocrate Svend Robinson a réclame hier des excuses personnelles du leader libéral Jean Chrétien, parce qu'un candidat du Parti libéral l'a attaqué pour son homosexualité.

«Cela relève de la responsabilité de Jean Chrétien, a affirmé M. Robinson en conférence de presse. Il doit assumer la responsabilité de la conduite de ses candidats.»

Le commentaire litigieux a été fait dans un texte faisant partie du matériel de campagne des libéraux, rédigé en chinois, et posté par un groupe de partisans du candidat libéral Kwang-gyl Peck, qui tente de repren-

dre la circonscription de Burnaby-Kingsway, représentée par M. Robinson depuis 1979.

Le texte dit que M. Robinson «était ouvertement fier de son style de vie homosexuel et a donc été expulsé par le gouvernement malaysien de même que par le gouvernement chinois, il a une mauvaise influence sur vos enfants, aussi il ne devrait pas être élu au Parlement».

M. Robinson a affirmé que M. Peck était «fondamentalement malhonnête» en laissant entendre qu'il avait été expulsé des deux pays parce qu'il est gai.

«Je n'ai jamais été expulsé par le gouvernement malaysien de toute ma vie, pour quelque raison que ce soit, et ensuite,

oui le gouvernement chinois m'a demandé de quitter le pays en janvier 1992, pas parce que j'étais gai mais parce que j'ai pris position en faveur des droits de la personne.»

M. Robinson, qui a été élu dans Burnaby-Kingsway, en 1988, par 8000 voix, était membre d'une délégation de trois personnes en Chine, qui cherchait à aider les familles des personnes emprisonnées à la suite des événements de la place Tian-an-Men.

M. Peck a fait ses excuses à M. Robinson. Il a nié être à l'origine de l'attaque. Il a dit qu'un membre de son organisation avait, de son propre chef, ajouté l'allusion à l'homosexualité de M. Robinson dans le texte chinois, et que cette personne avait été congédiée.

Chrétien refuse de s'engager à respecter l'accord sur la main-d'oeuvre

MANON CORNELLIER
de la Presse Canadienne
EDMONTON

■ Malgré une demande précise du premier ministre Robert Bourassa, le chef libéral Jean Chrétien refuse de s'engager à respecter l'accord de principe intervenu entre Ottawa et Québec sur la formation de la main-d'oeuvre.

«Je ne sais pas si on travaillera à partir de cet accord là ou un autre», a répondu M. Chrétien lors d'un point de presse hier matin à Edmonton.

«Il faudra trouver une solution qui soit à la satisfaction des provinces et du gouvernement fédéral», a-t-il simplement répondu, écartant du revers de la main toute question de nature constitutionnelle.

Il s'est dit réceptif à la conclusion d'ententes administratives avec les provinces mais sans rien préciser dans le dossier de la formation de la main-d'oeuvre.

Lundi, à Québec, M. Bourassa avait mis le prochain gouvernement fédéral en garde contre tout rejet de l'accord de principe qu'il a conclu en août avec la première ministre Kim Campbell. Il évoquait même la possibilité d'un affrontement entre les deux gouvernements.

«Je ne vois pas pourquoi un nouveau gouvernement fédéral, s'il y en a un nouveau, voudrait affronter le gouvernement du Québec ou l'ensemble des partenaires sociaux du Québec. Je crois qu'il est dans son intérêt de finaliser ou de compléter l'entente s'il n'est pas encore complétée», avait dit M. Bourassa, avant de rappeler qu'il y avait consensus au Québec sur cette question.

C'est la deuxième fois en une semaine que M. Chrétien accepte avec joie les appels clairs ou indirects venant de Québec mais qu'il refuse de répondre à des requêtes de membres du gouvernement québécois.

Vendredi dernier, c'était le ministre québécois de la Sécurité publique Claude Ryan qui lui rappelait que les affaires urbaines étaient de juridiction provinciale et qu'il serait donc normal que le Québec ait la maîtrise d'oeuvre du programme d'investissements dans les infrastructures sur son territoire.

M. Chrétien a plutôt répondu que «si ce qu'on leur propose ne fait pas leur affaire ou si ce qu'ils nous proposent ne fait pas notre affaire, il n'y aura pas d'entente».

Un nouveau sondage annonce l'élection d'un gouvernement libéral majoritaire

LOUIS FALARDEAU

■ Un nouveau sondage pan-canadien est venu confirmer hier l'avance du Parti libéral et le plafonnement du Reform Party, deux données qui annoncent l'élection d'un gouvernement majoritaire et la désignation du Bloc québécois comme opposition officielle.

Le Baromètre Som-La Presse-TVA d'aujourd'hui rend cette hypothèse encore plus plausible, en indiquant que le Bloc, seul à profiter de la déconfiture des conservateurs, est rendu à 55 p. cent des intentions de vote au Québec.

Jean-Marc Léger, directeur du Groupe Léger & Léger qui a réalisé le sondage pan-canadien pour le Journal de Montréal, estime qu'à 38,9 p. cent des intentions de vote, le Parti libéral est tout près du gouvernement majoritaire. «Si la tendance se maintient et s'il va chercher quelques points

de plus, dit-il, il aura les 148 députés nécessaires».

Le sondage confirme par ailleurs le plafonnement du Reform autour de 16 p. cent des intentions de vote (16,6 p. cent) déjà annoncé par l'enquête ComQuest de samedi dernier. S'il n'augmente pas considérablement son score, le parti de Preston Manning ne pourra certainement pas faire mieux que le Bloc québécois, dont les 14 p. cent des intentions de vote sont concentrées dans la seule province de Québec.

Les conservateurs sont deuxièmes, à 20,5 p. cent, mais leur présence dans toutes les provinces leur enlève tout espoir de devancer le Bloc. Jamais premiers, ils ne sont deuxièmes qu'en Ontario et dans les Maritimes, mais chaque fois avec moins de la moitié des intentions de vote des libéraux.

Quant au Baromètre, il révèle que le Bloc québécois est rendu à 55 p. cent des intentions de vote,

trois points de plus que son plus haut score réalisé jusqu'à maintenant. Avec un résultat semblable le 25 — et même avec quelques points de moins — le Bloc ferait élire au moins 55 députés. Les libéraux suivent au Québec avec 28 p. cent, les conservateurs, toujours en baisse, ne sont plus qu'à 15 p. cent et le NPD à 1 p. cent.

Avant répartition des 26 p. cent d'indécis, des 5 p. cent qui ne veulent pas dévoiler leur intention de vote et des 5 p. cent qui disent qu'ils ne voteront pas, le résultat est le suivant: Bloc, 34 p. cent; PLC, 18 p. cent; PC, 10 p. cent; NPD, 1 p. cent; autres partis, 1 p. cent.

Chrétien battu dans sa circonscription

S'il est à peu près acquis que Jean Chrétien deviendra premier ministre, il semble bien qu'il ne sera pas député. Le sondage CROP publié lundi contenait, outre celle sur les intentions de

vote, plusieurs questions qui viennent confirmer que les électeurs de Saint-Maurice s'approprient à voter massivement pour le Bloc.

D'abord, ils savent que M. Chrétien deviendra premier ministre puisque 53 p. cent prédisent que les libéraux vont gagner au Canada, contre 20 p. cent pour les conservateurs.

Si seulement 31 p. cent disent voter pour lui (contre 57 p. cent pour le candidat du Bloc), c'est sans doute qu'ils n'en ont pas une très haute opinion. Invités à noter les chefs de parti sur une échelle de 0 à 10, les répondants de Saint-Maurice ne donnent que 4,6 à leur ancien député, contre 4,7 à Kim Campbell et 6,5 à Lucien Bouchard.

Enfin, quand on leur demande qui fait la meilleure campagne, M. Bouchard l'emporte facilement avec 40 p. cent contre 21 p. cent pour M. Chrétien.

ELECTIONS 93

Chrétien met en doute l'attachement de Manning aux valeurs démocratiques

PHILIPPE DUBUISSON
WINNIPEG, Manitoba

Le Reform Party étant le dernier obstacle qui sépare les libéraux d'une majorité parlementaire, le chef libéral Jean Chrétien a multiplié les attaques contre Preston Manning, mettant en doute son attachement aux valeurs démocratiques canadiennes.

Lors d'un blitz de deux jours dans l'Ouest canadien qui a amené le chef libéral à faire escale dans sept villes, quatre provinces et un territoire, M. Chrétien a aussi répété qu'un vote de protestation « mènera le pays nulle part ».

Il a indiqué que si l'Ouest canadien se sent exclu des institutions centrales et frustré par les politiques des conservateurs, seule une forte représentation au sein du prochain gouvernement fera entendre sa voix. Dans chaque province, il a promis un siège au cabinet en échange de l'élection de libéraux.

À Edmonton, capitale de la province natale du mouvement réformiste, M. Chrétien a soutenu que le Reform Party représente « une entorse à la démocratie » parce que cette formation politique a choisi de ne pas présenter de candidats au Québec.

« Ce n'est pas la bonne façon de bâtir un pays. Tous les électeurs devraient avoir le choix de voter pour ou contre ce parti. M. Manning dit qu'il veut devenir premier ministre mais il n'a pas donné l'occasion aux Québécois de se prononcer sur ses politiques », a déclaré M. Chrétien.

Le chef libéral a aussi laissé entendre que le chef réformiste profitait des difficultés économiques actuelles et du mécontentement de la population pour faire avancer son agenda politique qui prévoit, soutient-il, la destruction du filet de sécurité social.

« Celui qui aspire à diriger le pays doit faire appel aux meilleurs instincts de la population », a poursuivi M. Chrétien, qui a ajouté que le Reform Party représentait une menace au régime d'assurance-santé, aux pensions des aînés et aux valeurs canadiennes.

« Il est facile de protester. Il est plus difficile de bâtir la nation et de la préparer pour le 21^e siècle »,



Jean Chrétien faisait campagne dans la région d'Edmonton, en Alberta, hier.

PHOTO PC

a-t-il déclaré à Prince Albert, en Saskatchewan.

Partout où la caravane des libéraux a fait arrêt, Jean Chrétien a aussi déclaré que le Parti libéral était la seule formation politique à représenter les intérêts de toutes les régions canadiennes. La montée des forces régionales est une menace à l'unité canadienne et la stabilité économique, ajoutait-il.

A moins d'une semaine des élections, Jean Chrétien est de plus en plus confiant de l'emporter. « Cette tournée de l'Ouest nous mène tout droit à la résidence du premier ministre au 24, Sussex », a-t-il lancé d'entrée de

jeu à Calgary. Décontracté, il se permet même de baisser la garde et de multiplier les blagues lors d'une entrevue télévisée.

Malgré cette confiance qui transpire des faits et gestes de Jean Chrétien, les libéraux savent qu'ils doivent freiner l'élan des réformistes et réaliser une percée dans les provinces de l'Ouest pour remporter une majorité parlementaire. À la dissolution de la Chambre des communes, les libéraux comptaient cinq députés au Manitoba et un seul en Alberta ainsi qu'en Colombie-Britannique.

Les organisateurs libéraux sont toutefois confiants de remporter 27 des 86 circonscriptions des quatre provinces de l'Ouest. Les derniers sondages placent les libéraux et les réformistes nez-à-nez dans les Prairies et en Colombie-Britannique avec les conservateurs ou les néo-démocrates loin derrière en troisième position selon la province.

Le chef libéral s'est envolé hier soir pour Toronto. Il fera par la suite escale à Québec, à Montréal et une dernière fois dans la Ville Reine avant de se rendre le week-end prochain dans son comté de Saint-Maurice où il est en difficulté.

PORTRAIT DE LASALLE-ÉMARD



Paul Martin



Eric Cimon



Johanne Sénécal

Même dans le comté de Paul Martin, rien n'est impossible pour le Bloc

PHILIPPE CANTIN

Il est 15 h et les 42 allées de la salle de quilles du boulevard Shevchenko, à LaSalle, sont occupées. Au milieu du grondement des boules touchant leur objectif, une annonce émane des haut-parleurs: « Félicitations à M. Edouard Smith pour une partie de 207! »

Comme M. Smith, les dizaines d'aines massés dans l'établissement s'amuse à se divertir. L'heure n'est pas à la réflexion politique. Soudain, Paul Martin, un canon du Parti libéral et député de LaSalle-Émard, fait son entrée. Il serre des mains, échange quelques mots avec les électeurs et, à la demande de l'un d'eux, tente — sans succès — de réussir un abat. L'accueil est chaleureux. Mais M. Martin aurait tort de croire qu'un vote en sa faveur se cache derrière chaque visage souriant.

« Lui, c'est un très bon homme, lance Marcel Beaulieu, 66 ans. Mais son chef nous a fourrés en 1982. Et je ne voterai pas pour lui. »

Un peu plus loin, la discussion est solidement engagée au

sein du groupe que M. Martin vient de quitter. « Il est franc et règle nos problèmes », dit Dolorée Fontaine. Cette affirmation lui vaut une rebuffade de Jules Rousseau, 75 ans: « Moi, j'ai longtemps été libéral. Mais que fera-t-il, M. Martin, pour réduire nos taxes? Cette année, je supporte le Bloc. »

Quelques minutes plus tard, M. Martin fait route vers son quartier général. Il conduit sa grosse voiture bleue, dont la banquette arrière est jonchée de journaux et de documents relatifs à sa campagne. « Mon auto est piquée un peu partout, remarque-t-il. J'ai souvent la tête ailleurs quand je conduis. »

Voilà qui n'étonne guère. Chez les libéraux, M. Martin, candidat malheureux de la course à la direction de 1990, a des responsabilités majeures. Il fut co-président du groupe de travail ayant poudré le programme du parti. S'il conserve son siège le 25 octobre, il obtiendra des responsabilités ministérielles de premier ordre. Son discours est celui d'un candidat d'envergure. Il réclame « une nouvelle révolution économique », similaire à celle de la Révolution tranquille, et parle vo-

lontiers de la nécessité de « modifier la culture fondamentale de nos entreprises ».

Jusque-là, tout va bien. Mais voilà le hic: dans son comté de LaSalle-Émard, M. Martin se fait chauffer les fesses par le candidat du Bloc québécois, Eric Cimon. S'il n'est pas élu député à Ottawa le 25 octobre, ce jeune homme de 23 ans, diplômé de cégep, achèvera ses études d'administration à l'université. « M. Martin? Il est très sympathique, c'est un bon Canadien », dit M. Cimon, rieur. Mais il n'a pas la même vision que nous. »

Le comté de LaSalle-Émard, avec 25 p. cent d'anglophones et 20 p. cent d'allophones, n'est pas un château fort du Bloc québécois. Mais si la vague se dessinant en faveur des troupes de Lucien Bouchard se transforme en raz-de-marée, rien n'est impossible pour M. Cimon.

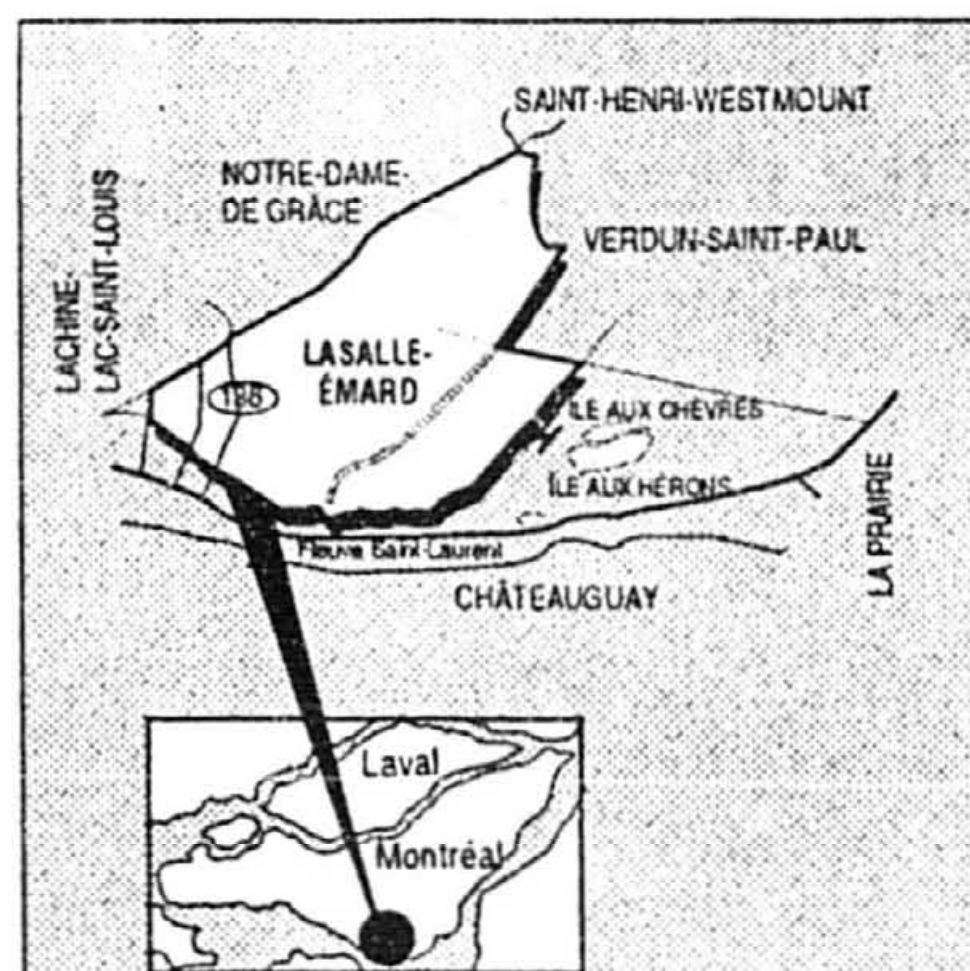
« Au début de la campagne, on disait que j'aurais le nez court à force de me faire fermer les portes en pleine face, raconte-t-il. Mais ce n'est pas le cas. Les gens sont très corrects à mon endroit. Je leur explique que je ne me présente contre

personne, mais plutôt pour quelque chose. La seule attache du Bloc, c'est le Québec. »

M. Cimon s'exprime clairement en anglais. Et récemment, c'est à lui que le Bloc a fait appel pour représenter le parti dans un débat télédiffusé à la chaîne anglaise de Radio-Canada. Parmi ses opposants, on retrouvait Garth Turner, l'actuel ministre du revenu. « Plusieurs jeunes assistaient au débat. En s'adressant à eux, M. Turner disait: "Votre génération, vos problèmes". Moi, je disais: "Notre génération, nos problèmes". À mon avis, cette distinction a eu son impact. »

Johanne Sénécal est la candidate conservatrice. A quelques jours du vote, son moral est au beau fixe malgré la mince popularité de son parti au Québec. « Je suis convaincue de gagner, lance-t-elle. Paul Martin est une tête d'affiche du Parti libéral, mais on ne le voit pas souvent dans le comté. Les gens voudront élire quelqu'un qui s'occupera de leurs problèmes. »

Quant à son adversaire du Bloc québécois, Mme Sénécal estime qu'il n'a pas le « vécu nécessaire » pour prétendre au rôle de député.



POPULATION (%)

FRANCOPHONE	ANGLOPHONE	ALLOPHONE
55,4	24,8	19,8

ÉLECTIONS 1988 (%)

PLC	PC	NPD	AUTRES
45,5	42,7	10,6	1,2

RÉFÉRENDUM 1992 (%)

OUI	NON
59,8	40,2

Source: Pierre Drouilly

Infographie La Presse



Notes de campagne

PIERRE GRAVEL

Quand ça va mal, ça va mal!

Si ce n'est drôle nulle part d'être candidat conservateur cette année au Québec, ça semble être encore pire en Beauce. Il n'y a pas en effet même plus assez d'argent dans la caisse pour payer les représentants du parti dans les 208 bureaux de scrutin, lundi prochain.

C'est ce qu'a admis hier la candidate locale Jeannine Bourque en congédiant les « travailleurs » déjà recrutés pour défendre ses intérêts le jour du scrutin. Normalement, ces derniers devaient, selon la tradition, recevoir 50 \$ pour cette journée. En incluant le prix du repas du midi, une opération d'environ 12 000 \$ pour chacun des partis. Mais la caisse des conservateurs étant à sec, on devra s'en passer. Ou s'en remettre à des militants bénévoles.

Selon la directrice de la campagne, il ne s'agit pas tant d'un manque de fonds que d'un problème d'accès, pour l'équipe en place, aux sommes recueillies depuis cinq ans par l'ancien exécutif. Cette crise n'est en fait qu'une des conséquences de l'expulsion, par Kim Campbell, du député sortant Gilles Bernier qui a néanmoins décidé de se présenter comme indépendant.

Au moins la moitié des dirigeants locaux l'ayant suivi dans sa dissidence sans démissionner de l'exécutif, il en ressort tout un imbroglio juridique qui complique singulièrement la tâche de ceux qui ont pris la relève. Au point où, malgré les démarches faites par la direction du parti et du Fonds PC, on ignore non seulement la valeur exacte des réserves accumulées mais même l'endroit où l'argent est déposé. Avec le résultat que, les sommes avancées en début de campagne par l'organisation centrale étant dépensées, il ne reste plus d'argent pour payer les militants le jour du vote.



Jeannine Bourque

En réponse aux accusations d'obstruction lancées par l'équipe de Mme Bourque, le président de l'exécutif local, Leo Couillard, affirme que lui et ses collègues n'ont pas été consultés quant au choix de la candidate désignée et que la décision de lui remettre ou non les fonds disponibles leur revient en vertu de l'article 229 de la loi électorale. Du moins jusqu'à ce que les membres, régulièrement convoqués en assemblée générale, décident de former un nouvel exécutif. Ce qui, on s'en doute, ne pourra pas se faire avant... lundi prochain! Décidément, quand ça va mal...

PLUSIEURS CHEFS EN DANGER?

Avec la bazarre de campagne qui s'achève, on peut s'attendre à tout. Y compris, si on croit les sondages et les analyses qui se multiplient, à des problèmes pour au moins trois des cinq principaux leaders dont l'élection ne serait pas assurée lundi.

On a déjà largement fait état des difficultés que risque de rencontrer le chef libéral Jean Chrétien dans Saint-Maurice. Mais voici que, selon des entrevues réalisées par Canadian Press, Kim Campbell non plus ne serait pas à l'abri d'une mauvaise surprise dans Vancouver Centre. Jouissant d'une confortable avance dans les sondages, il y a six semaines, elle y subirait maintenant le contrecoup de sa chute de popularité à l'échelle canadienne. La perspective de la perte du pouvoir par les conservateurs pourrait être un facteur déterminant chez un électoral traditionnellement volatil qui a toujours eu tendance à suivre le courant. Or il se trouve qu'à l'heure actuelle, en Colombie-Britannique, ce n'est pas le Parti conservateur qui a le vent dans les voiles...



Audrey McLaughlin ne serait pas assurée de sa réélection au Yukon.

PHOTO PC

Par ailleurs, selon le *Toronto Star* d'hier, Audrey McLaughlin n'est pas non plus assurée de sa réélection au Yukon où son rival libéral, l'ancien maire de Whitehorse, lui fait une dure lutte. Malgré la distance la séparant d'Ottawa et en dépit des efforts de sa députée actuelle, cette circonscription serait maintenant touchée par la vague de désaffection qui se manifeste à peu près partout au Canada face au NPD.

En fait, seul Lucien Bouchard serait en parfaite sécurité chez lui alors que, dans Calgary Southwest, Preston Manning parviendrait probablement à tirer son épingle du jeu. Mais non sans avoir dû livrer une bataille qui n'était pas gagnée d'avance à la ministre de l'Énergie, Bobbie Sparrow, qui n'a pas lancé la serviette.

A PIED, À CHEVAL OU EN VOITURE...

Il est bien fini le temps où des électeurs courageux devaient aller voter à pied, à cheval ou en voiture. Le téléviseur, l'avion et la motoneige sont devenus des instruments courants dans l'exercice de la démocratie. Spécialement dans les régions éloignées de l'Arctique où 34 000 électeurs désigneront lundi les deux nouveaux représentants du Nunavut à Ottawa.

Selon un leader autochtone, de nombreux électeurs se rendront voter en motoneige dans les bureaux de scrutin de villages isolés disséminés dans un territoire plus vaste que l'Inde et deux fois plus grand que celui de la Communauté européenne. Tout au long de la campagne, les candidats ont dû utiliser l'avion, dans des conditions souvent difficiles, pour tenter de rejoindre des villages où ne se trouvaient parfois qu'une douzaine d'électeurs.

En fait, la moindre démarche, anodine ailleurs, peut y prendre souvent des allures d'expédition mémorable. Ou de catastrophe en cas de difficulté imprévue. Comme cette boîte de scrutin destinée à un village et qui a été acheminée, par erreur, vers un autre, à plus de 1500 kilomètres de là. Il aura fallu deux jours pour la récupérer avant de la réexpédier à bon port.

Les responsables locaux du scrutin se réjouissent vivement que le téléviseur existe aujourd'hui pour transmettre les résultats du vote, lundi soir. Certains proviendront de villages isolés ou, à cause du brouillard fréquent, il n'est pas certain qu'un avion pourrait se poser pour en prendre livraison. On aura alors recours à la transmission par téléviseur à partir de villages où on ne trouve souvent qu'un seul appareil de radio-téléphone.

AUJOURD'HUI

- À cinq jours du scrutin:
 - Kim Campbell continue de sillonner le sud de l'Ontario.
 - Jean Chrétien quitte Toronto à midi pour Québec.
 - Lucien Bouchard passe la journée dans l'Ouest pour tenter de se rendre ce soir à Val-d'Audouville.
 - Audrey McLaughlin fait campagne à Vancouver et part ce soir pour Winnipeg.

93

GRAND SOLDE DE FIN D'ANNÉE

RABAIS

JUSQU'À 5 000 \$

GRATUIT
« Management d'habitat à vie »
« Carte V.I.P. »
« Billets sur place »

VASTE CHOIX

25 CAMRY 8 COROLA 6 TERCEL 3 4-RUNNER 10 PREVIA
2 CELICA 3 PASÉO 2 T-100 1 MR-2

LEXUS TOYOTA GABRIEL
ST-LAURENT
3333, CÔTE DE LIESSE, VILLE ST-LAURENT
TÉL.: 747-9811

Monique Gagnon-Tremblay est nommée ministre des Finances par intérim

GILLES NORMAND
du bureau de La Presse
QUÉBEC

Le premier ministre Robert Bourassa vient de nommer Monique Gagnon-Tremblay ministre des Finances par intérim, pour prêter main-forte au titulaire, Gérard D. Levesque, dont l'état de santé exige qu'il ménage ses forces.

M. Levesque, qui combat un cancer du côlon, demeure ministre en titre, mais la nomination de M^{me} Gagnon-Tremblay a pour objet de lui apporter un support.

Ce qui veut dire, a-t-on expliqué à La Presse, que M. Levesque pourra continuer d'assumer certaines responsabilités, mais que cette assistance lui évitera de se présenter en chambre ou de prendre part à l'exercice éprouvant que serait pour lui la période quotidienne des questions ainsi que sa préparation.

Dans son entourage, on reconnaît qu'il traverse « des moments très difficiles ». Ses récentes apparitions publiques ont d'ailleurs montré un homme excessivement amaigri.

L'intérim de M^{me} Gagnon-Tremblay l'amènera à signer les documents du ministre des Finances pour une période indéterminée. « Quelques jours, une semaine, deux semaines », a indiqué le chef de cabinet de M. Levesque, Francis Nadeau, parlant de période de repos et ajoutant qu'il en serait ainsi jusqu'au « retour de M. Levesque ».

« Le ministre est en totale possession de ses moyens, mais il doit s'économiser. Il était à Montréal hier matin, dans le cadre de ses occupations et, en fin de semaine, il prendra part à un événement à caractère municipal dans sa circonscription », d'ajouter M. Nadeau. M. Levesque n'a jusqu'ici manqué aucune séance du conseil des ministres, assure-t-on d'autre part.

Vice-présidente du Conseil du trésor, la ministre des Communautés culturelles et de l'Immigration n'est pas étrangère aux dossiers du ministère des Finances. M^{me} Gagnon-Tremblay précise pour sa part que M. Bourassa lui a confié ce nouveau mandat « pour les prochaines semaines ».



Monique Gagnon-Tremblay apportera son soutien au ministre des Finances Gérard D. Levesque, qui lutte contre un cancer.

Les Québécois ont toujours su se choisir un leader à leur goût.

de belle apparence

toujours fraîche

croustillante

savoureuse



Après avoir effectué des milliers de dégustations de chips Ruffles* et Humpty Dumpty*, le message que nous recevons est de plus en plus révélateur. En cette fin de millénaire, les Québécois et Québécoises savent mieux que jamais ce qu'ils veulent, et cela commence par la qualité.

Nous ne nous perdrons pas en vaines promesses! Ce que nous vous offrons, ce sont tout simplement de super bonnes chips, fabriquées à partir de notre variété exclusive de pommes de terre.

Pour ce qui est de la fraîcheur, eh bien, les Ruffles* arrivent en magasin très peu de temps après avoir été pelées!

Mais venez donc constater tout cela par vous-même! Participez à une dégustation de chips dans l'un des nombreux stands du Défi Ruffles*.

Ah! Si seulement c'était toujours aussi facile de choisir le leader!



LE DÉFI RUFFLES*

Si c'est pas Ruffles c'est

PLATE



LES CHANCEUX

Le livre de Francine Ouellette
«Le Grand Blanc»

Le Grand Blanc

Le nouveau roman de
Francine Ouellette

Les abonnés recevront une copie dédiée du livre d'une valeur de 24,95 \$ plus 2 laissez-passer pour le

SALON DU LIVRE DE MONTRÉAL

Voici les chanceux d'aujourd'hui :

M ^{me} Allaire de Mont-Laurier	n° 200011A00
M ^{me} Gagnon de Drummondville	n° 200457G01
M ^{me} Bachan de Cowansville	n° 210713B01
M ^{me} Beaupré de Saint-Ambroise	n° 210722B35
M. Charest de Saint-Hippolyte	n° 210765C11
M ^{me} D'Amour de Montréal	n° 212940D01
M. Bergeron de LaSalle	n° 216374B08
M. Chabot de Longueuil	n° 222116C00
M. Trépanier de Saint-Lambert	n° 224477T00
M ^{me} Lague de Longueuil	n° 224498L03
M. Dion de Montréal	n° 225010D03
M. Charette de Vimont	n° 239023C01
M ^{me} Thibault de Rosemère	n° 243121T00
M. Quenneville de Dorion	n° 244014Q00
M. Reid de Châteauguay	n° 280002R00

Jusqu'au 31 octobre, nous publierons quotidiennement les noms de 15 abonnés de La Presse.

Ces chanceux recevront le livre de Francine Ouellette ainsi que deux billets pour le Salon du livre de Montréal.

La valeur totale des prix offerts est de 8,868 \$.
Les règlements sont disponibles à La Presse.

**Pour «participer»
il suffit de s'abonner à**

La Presse

285-6911

L'Assemblée nationale reprend ses graves travaux sous le signe de... l'hilarité

DENIS LESSARD
du bureau de La Presse
QUÉBEC

■ Plus que la récession ou le chômage, la course au leadership du Parti libéral du Québec a servi de toile de fond aux travaux de l'Assemblée nationale qui reprenaient hier après une interruption de quatre mois.

Et, encore plus que l'Opposition, le premier ministre Bourassa se bidonnait hier des déclarations souvent désarmantes de ses ministres.

La première cible fut Gérard Tremblay, à qui le chef péquiste, Jacques Parizeau a remis sur le nez l'accablant bilan des réalisations du gouvernement que le ministre Tremblay avait publié lorsqu'il avait annoncé son intention de ne pas se lancer dans la course au leadership de son parti.

M. Tremblay y soutenait que Québec s'était rendu «à l'extrême limite» de la capacité de payer des contribuables. Il critiquait le laxisme devant le travail au noir, la contrebande et l'évasion fiscale

et poursuivait en pointant du doigt l'influence des lobbies sur le gouvernement. «Les groupes d'intérêts de plus en plus nombreux, devenus extrêmement puissants qui forcent à tort l'État dans des décisions où les véritables besoins des Québécois sont ignorés», lançait M. Tremblay.

«De quels groupes parle-t-on? On fait allusion à quoi?» de lancer M. Parizeau.

Offusqué, M. Tremblay a critiqué «le double langage de l'Opposition». Mais il a fait pouffer tout le monde de rire quand, après qu'on eût cité son attaque en règle contre son gouvernement, il déclara: «Est-ce que cela veut dire qu'on ne peut plus dire la vérité?» Par la suite, il devait rappeler, sondages à l'appui, la faible crédibilité des politiciens auprès de l'opinion publique.

Plus tard, c'était au tour du ministre du Tourisme André Vallerand de faire se déridier la galerie. M. Vallerand a récemment appuyé le seul candidat en piste, Daniel Johnson, parce que ce dernier, disait-il alors, lui avait indiqué qu'il conserverait son

ministère, le Tourisme, qui devait disparaître, fusionné à un autre organisme.

La déclaration emportée d'André Vallerand a soulevé hier un tonnerre de rires sur le parquet de l'Assemblée.

«Pensez-vous que quelqu'un qui aspire à la direction du Parti libéral prendrait des engagements de cette nature?», a répliqué offensé M. Vallerand, au député péquiste Yves Blais qui lui demandait s'il avait bel et bien troqué son appui contre la promesse de conserver son poste.

En fait, les «promesses» de ministères de Daniel Johnson à ses collègues en échange de ministères alimentent les rumeurs depuis des semaines à Québec. Même John Parisella, chef de cabinet de M. Bourassa disait devant un groupe de chefs de cabinets récents qu'au rythme où progressait la campagne Johnson, il fallait s'attendre à une augmentation et non à une diminution des ministères sous Daniel Johnson.

Hier, M. Vallerand a précisé que M. Johnson avait reconnu l'importance du tourisme comme



Bourassa: un retour en Chambre hier après avoir annoncé sa démission prochaine.

«vecteur de développement économique». Mais le premier ministre Bourassa avait peine à s'empêcher de rire durant tout l'échange.

Finalement, une question fut posée au prétendant au trône, Daniel Johnson, qui, avec véhémence, nia que le coût du déménagement de son ministère, le Conseil du Trésor, soit passé de 1 à 17 millions\$. «C'est une fausseté, un mensonge grossier, une invention, une fabrication et de la science fiction», a d'abord lancé M. Johnson, adoptant un ton étrangement solennel pour une question aussi triviale. Soucieux visiblement de faire bonne figure en Chambre, il devait soutenir par la suite qu'en fait le déménagement coûtera 3 millions\$ permettant d'épargner 800 000\$ au trésor public.

Yvon Picotte boude Daniel Johnson

DENIS LESSARD
du bureau de La Presse
QUÉBEC

■ Amer et déçu de ne pas avoir pu convaincre le PLQ de se tourner vers le scrutin universel pour se choisir un chef, le ministre Yvon Picotte n'a pas l'intention d'appuyer très rapidement Daniel Johnson.

«Pour l'instant, je vais regarder ça je n'ai pas l'intention de me rallier ou de ne pas me rallier, je continue le travail que m'a confié M. Bourassa.»

M. Picotte, qui ne sera finalement pas de la course au leadership libéral minimisait hier les propos incendiaires qu'il avait tenus il y a deux semaines, quand il comparait à «des dinosaures» les membres de l'exécutif de son propre parti.

«Je conserve mon droit de penser ce que je pense sur certains membres. Un exécutif, cela se change!» a-t-il lancé.

Plus question de scrutin universel: «Maintenant qu'il y a un candidat d'annoncé (M. Daniel Johnson) il faut vivre avec ces règles», a-t-il dit.

Il n'a aucune intention de mettre fin à sa carrière politique. «J'aime la politique et je pense que je serai réélu dans Maskinongé», a-t-il dit, ajoutant qu'il n'avait aucune intention de rallier une éventuelle «troisième

voie» formée par les Jean Allaire et Mario Dumont.

Un autre qui était loin d'être un appui pour Daniel Johnson, Marc-Yvan Côté, le ministre de la Santé, semblait avoir hier aussi mis au placard son souhait de voir un candidat de l'extérieur solliciter la succession de Robert Bourassa. «J'ai toujours cherché un candidat de l'extérieur en pen-

sant que ce serait un bon moyen de renouveler le parti», a-t-il dit.

Il a refusé de commenter la sortie très fédéraliste de M. Johnson, qui lors du lancement de sa campagne s'est décrit comme «un Canadien d'abord et avant tout» et a soutenu qu'il n'y avait pas de place pour les souverainistes comme Mario Dumont et Jean Allaire au sein du PLQ.

Pressions sur Bélisle pour qu'il s'abstienne de la course

GILLES NORMAND
du bureau de La Presse
QUÉBEC

■ Même s'il fait l'objet de fortes pressions pour s'abstenir de provoquer une course à la direction du PLQ en se portant candidat, le député des Mille-Îles, Jean-Pierre Bélisle, se dit toujours intéressé par ce défi.

M. Bélisle s'est dit fort ennuyé d'apprendre dans *La Presse* que sa candidature, advenant qu'il n'y en ait pas d'autre, soit embarrassante pour la direction du parti, parce que cela signifierait un exercice coûteux et futile.

On accorde en effet peu de chances de succès au député des Mille-Îles contre le président du Conseil du trésor, Daniel Johnson, seul aspirant déclaré à la succession de Robert Bourassa.

Comme d'autres, M. Bélisle souhaiterait «un brassage d'idées» dans cette formation, comme il s'en est ouvert à *La Presse*. «Mais si je constate que j'ai trop peu d'appuis, je ne serai pas l'agneau sacrificiel. Il faut être logique. Mais vous verrez sous peu ce que je provoquerais comme débat si je me lançais dans la course», lance-t-il.

M. Bélisle réfère ainsi à un projet de loi qu'il s'apprête à présenter à l'Assemblée nationale, «sur la prise de décisions par le gouvernement». Selon lui, le processus actuel manque d'efficacité. Il en propose un qui s'articulerait autour de trois règles, sur lesquelles il refuse d'élaborer avant le dépôt de son projet.

Entre-temps, le député a présidé un dîner de financement, dans un restaurant de Laval, lundi soir, mais, contrairement à ce qu'on croyait, ce meeting avait rapport avec la campagne de financement du PLQ et non avec son éventuelle participation à une course au leadership.



Conseil scolaire
de l'île de Montréal

VENTE D'IMMEUBLES

Le Conseil scolaire de l'île de Montréal vendra le 7 décembre 1993 des immeubles pour défaut de paiement des taxes scolaires. La liste de ces immeubles sera publiée dans le journal *La Presse* les mercredis 27 octobre, 10 novembre et 17 novembre 1993.

Centre LaserVision de Montréal—

Correction de la Myopie
et de l'Astigmatisme avec
le Laser Excimer.

Stephen H. Fichman, MDCM, FRCSC,
Directeur Médical

David A. Silver, MDCM, FRCSC,
Directeur Médical

Centre LaserVision de Montréal

Décor Décarie
6900, boul. Décarie • Suite 217A • 344-2020

TAUX MINIMUM, RENDEMENT MAXIMUM.

FINANCEMENT DE 4,8% SUR LES INTEGRA 1993.

Voici l'occasion de réaliser un excellent placement. Un taux

de financement de 4,8% pour 48 mois à l'achat de n'importe

quel modèle Acura Integra 1993. C'est un meilleur taux que

ceux offerts par les banques, et il s'applique aux voitures de

performance les plus populaires de leur catégorie. Vous

découvrirez rapidement qu'en plus de leurs caractéristiques

haute-performance, la date limite du 31 octobre de cette

offre réussit à faire bouger ces voitures encore plus vite.



Financement au taux annuel de 4,8% pour 48 mois offert, sur approbation de crédit, à l'achat de n'importe quel modèle Integra 1993.
Exemples - financement de 15 000 \$ au taux annuel de 4,8% pendant 48 mois : versement mensuel de 344,08 \$, coût d'emprunt de : 1 515,84 \$, obligation totale de 16 515,84 \$; financement de 20 000 \$ au taux annuel de 4,8% pendant 48 mois : versement mensuel de 458,78 \$, coût d'emprunt de : 2 021,44 \$, obligation totale de 22 021,44 \$. Offre d'une durée limitée. Renseignez-vous auprès du concessionnaire.

LUCIANI ACURA
4040, rue Jean Talon O., Montréal Tél.: 340-1344
LES GALERIES ACURA
7100, boul. Métropolitain, Anjou Tél.: 354-8811

ACURA PLUS
255, boul. Seigneurie, Blainville Tél.: 435-4455
ACURA RIVE-SUD
820, boul. Taschereau, Greenfield Park Tél.: 443-6555

PRESTIGE ACURA
3700, Autoroute 440, O., Laval Tél.: 745-1234
ACURA GABRIEL
4648, boul. St. Jean, Dollard-des-Ormeaux Tél.: 696-2991

Haiti: des parlementaires proches de l'armée demandent à tout le monde de démissionner

JACQUELIN TÉLÉMAQUE
collaboration spéciale

PORT-AU-PRINCE

Dans une tentative désespérée de résoudre la crise haïtienne, des parlementaires ont proposé hier la démission en bloc du Parlement, du chef de la police Joseph-Michel François et du commandant en chef de l'armée, le général Raoul Cédras, ainsi que celle du président en exil Jean-Bertrand Aristide.

Ceux qui ont fait cette proposition sont des parlementaires proches des militaires, réunis en séance informelle avec une trentaine de députés et sénateurs hier pour former un comité de crise en vue de sortir le pays du borbier dans lequel il se trouve.

Cette opération n'est pas nouvelle. C'est la deuxième fois que des parlementaires tentent pareil manœuvre. En octobre 1991, la nomination à la pointe de la baïonnette du président Joseph Nérette avait été le résultat de la formation d'un semblable comité de crise mis sur pied sous la haute surveillance de Joseph-Michel

François, chef autoproclamé de la police de Port-au-Prince.

Cette fois, le comité de crise, nullement prévu par les règlements internes du Parlement, écarte en douceur l'actuel président du Sénat, Firmin Jean-Louis, membre du Front national pour le changement et la démocratie (FNCD), la coalition qui a porté le père Aristide au pouvoir. Le comité de crise répond en quelque sorte aux pressions exercées par les militaires sur l'institution parlementaire, tenue en otage depuis longtemps par les hommes en kaki, en bleu ou ne portant pas d'uniforme mais, dans les trois cas, toujours lourdement armés.

Sur les conseils de ses lobbyistes aux États-Unis, le général Raoul Cédras avait fait appel il y a quelques jours à la médiation du pape pour résoudre la crise haïtienne, sans pour autant recevoir de réponse du Vatican.

Hier, par ailleurs, le général Cédras a de nouveau demandé qu'une loi d'amnistie soit adoptée «le plus rapidement possible» par le Parlement haïtien.

«Les parlementaires sont prêts à voter la loi sur l'amnistie. Ils at-

tendent un décret présidentiel pour convoquer une session extraordinaire» du Parlement avec, comme ordre du jour, la discussion de cette loi, a déclaré le général Cédras au cours d'une interview diffusée par la chaîne CNN.

Le général Cédras a affirmé sa volonté de ne pas démissionner dans les circonstances actuelles, en dépit du rétablissement de l'embargo sur le pétrole et les armes.

«J'ai signé (l'accord de Governors Island) de bonne foi. J'ai sacrifié ma carrière, j'ai signé pour protéger l'intégrité de l'armée haïtienne et pour sortir ce pays de l'impasse. Mais je ne voudrais pas que mon sacrifice soit utilisé à des fins inavouées et pour détruire les institutions militaires», a poursuivi le commandant en chef de l'armée haïtienne.

Le général Cédras a réaffirmé que les sanctions internationales «ne feraient qu'accroître les souffrances et les inquiétudes de la population».

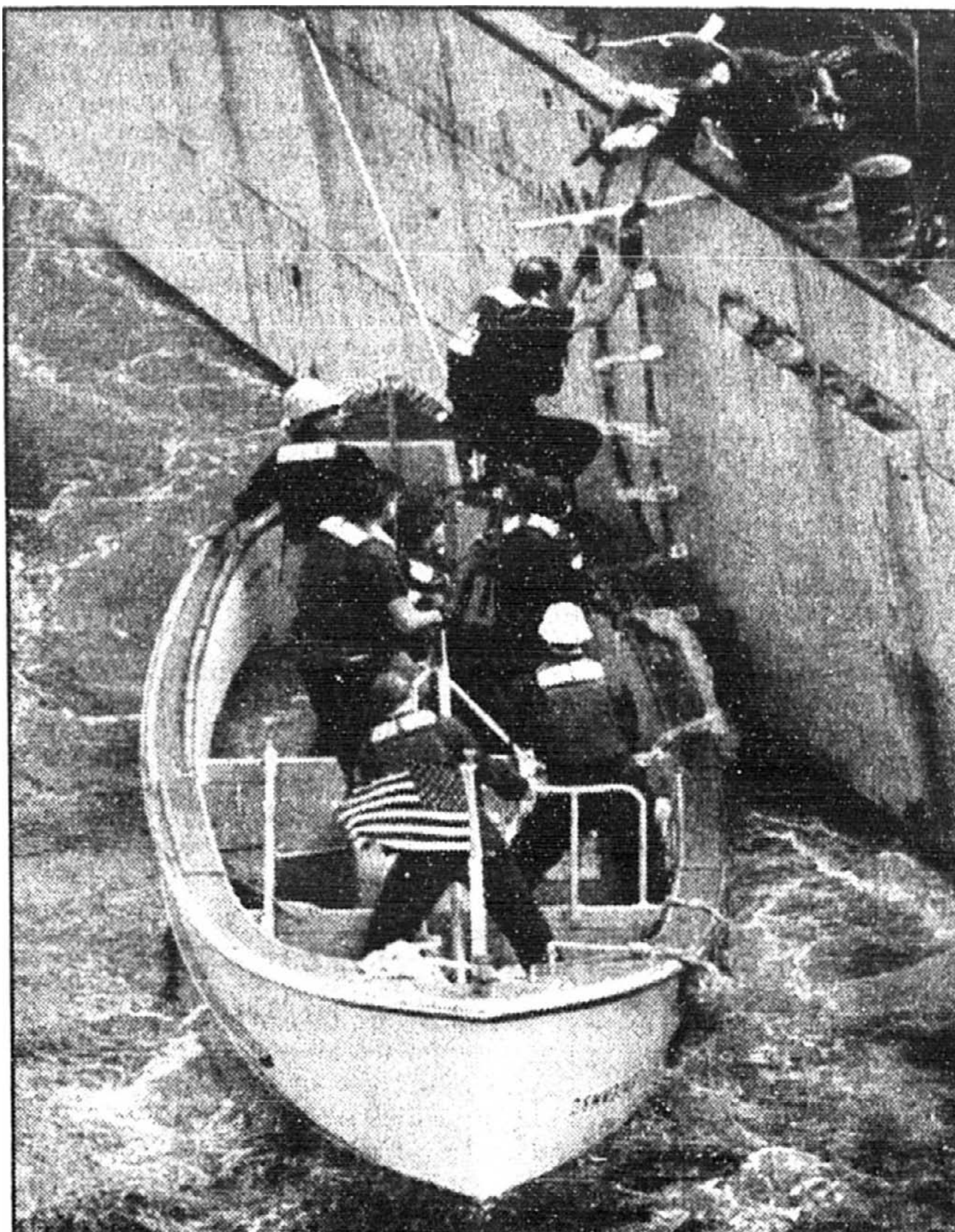
«Les sanctions qui sont imposées une nouvelle fois ne vont pas résoudre le problème. Pour moi, la crise doit être résolue par le

dialogue, un dialogue entre les secteurs politiques de ce pays, entre le gouvernement et le Parlement», a-t-il conclu.

Techniquement, le Parlement est actuellement en session pour ratifier un ensemble de projets de loi proposés par le président constitutionnel Jean-Bertrand Aristide. Parmi ces projets de loi, la loi de séparation de la police et de l'armée est à l'ordre du jour. Or, tant que l'ordre du jour de la convocation n'est pas épuisé, les parlementaires ne peuvent passer à un autre sujet de discussion.

C'est sur ce fond de manœuvres et de procédés dilatoires que l'embargo décrété par le Conseil de sécurité des Nations unies est entré en vigueur à minuit hier.

Entretemps, les Haïtiens observent avec attention le comportement du général Cédras, qui fait face à la détermination de la communauté internationale. Aux yeux de plusieurs observateurs à Port-au-Prince, c'est la première fois depuis deux ans que la communauté internationale fait montre d'une telle détermination.



Une équipe de garde-côtes américains s'apprête à monter à bord du *San Antonio*, un cargo bélizéen naviguant vers Haïti. Le bateau transportait du ciment. PHOTO REUTER

Clinton rappelle les Rangers de Somalie

d'après AFP
WASHINGTON

Bill Clinton a annoncé hier le retrait de Somalie des Rangers, la force spéciale de l'armée de terre qui y était déployée depuis fin août, traduisant ainsi sur le terrain sa décision de mettre fin à la traque pour le compte de l'ONU du général Mohammed Farah Aidid.

Cela n'a en aucun cas été un «marché», a assuré la porte-parole de la Maison-Blanche, Dee Dee Myers, à qui l'on demandait si le rappel des Rangers avait été requis par le général Aidid en échange de concessions de sa part.

Le général avait libéré jeudi dernier un Ranger, le sergent-chef Michael Durant, un pilote d'hélicoptère prisonnier de ses troupes depuis le 3 octobre. M. Clinton en personne avait alors assuré qu'il n'y avait pas eu de marché avec le chef de clan.

«Il n'y a pas eu de donnant-donnant», a poursuivi Mme Myers, indiquant que le départ des Rangers était dû à deux raisons: une amélioration de la situation sur le terrain et l'arrivée au large de Mogadiscio de deux unités de Marines, représentant 3600 hommes, qui disposent de groupes d'opérations spéciales similaires aux Rangers.

Le Pentagone a indiqué hier que le nombre total de Rangers qui doivent être retirés de Somalie est de 750 hommes. Il reste désormais 6330 soldats américains sur le sol somalien et 12340 au large des côtes de Mogadiscio, a précisé la porte-parole du Pentagone, Kathleen Delaski.

Mme Myers a confirmé que les États-Unis «œuvrent pour l'établissement d'une commission afin de déterminer qui est en tort» dans la mort de 24 Casques bleus pakistanais tués lors d'une embuscade, le 5 juin dernier à Mogadiscio. Cette embuscade avait déclenché la recherche du général Aidid par les troupes américaines pour le compte de l'opération des Nations unies en Somalie (ONUSOM).

Le général Aidid avait été le premier, dans une lettre à l'ancien président américain Jimmy Carter, à proposer la création d'une commission indépendante pour enquêter sur sa responsabilité dans ces meurtres.

Dans un récent rapport au Congrès, M. Clinton imputait la mort de ces 24 soldats pakistanais à «des forces loyales au général Aidid». Le rapport accusait aussi le général d'avoir voulu «chasser l'ONU de Mogadiscio et prendre le contrôle de la capitale», «créer des divisions entre les divers contingents» de l'ONUSOM et «éroder le soutien du public dans les pays participant» à cette force.

«Nos conclusions n'ont pas changé mais l'accent (de la politique américaine) a changé», a dit Mme Myers, indiquant que les États-Unis voulaient toujours voir les coupables jugés pour le meurtre des Pakistanais.

«Elle a toutefois évité de dire quelle forme devrait prendre ce jugement, indiquant simplement que le processus devrait être «équitable».

Enfin, un millier de Somaliens, contraints de fuir leur village par la guerre et la famine, ont commencé hier le long trajet de retour chez eux, dans le sud du pays, escortés par 150 soldats indiens.



Une femme transportant son panier de provisions vide passe devant un feu d'ordures allumé dans la rue principale de Port-au-Prince, hier. PHOTO AP

Les néo-duvaliéristes n'ont pu faire échouer le deuil national

JACQUELIN TÉLÉMAQUE
collaboration spéciale
PORT-AU-PRINCE

La deuxième journée de deuil national décrétée par le président Jean-Bertrand Aristide a été respectée hier par la grande majorité de la population. Les commerces du centre-ville, les écoles et l'administration publique sont demeurés fermés. Le transport en commun a fonctionné au ralenti sur certains circuits de la capitale.

Par contre, l'économie informelle a fonctionné. Ceux qui sont les plus vulnérables, tant au plan économique qu'au plan de la sécurité, soit les vendeurs ambulants et les petits commerces de détail, étaient là.

Cette deuxième journée de deuil s'annonçait pourtant mal lorsque les dirigeants d'une organisation dénommée Capois la Mort, puis du Front pour l'avan-

cement et le progrès d'Haïti (FRAPH), deux organisations néo-duvaliéristes, avaient appelé la population à vaquer à ses occupations lors d'une conférence de presse tenue la veille dans la capitale haïtienne. Ces organisations, dans un souci évident d'affrontement avec le gouvernement du premier ministre Robert Malval, se sont évertuées à faire obstacle à chaque mesure mise de l'avant par le gouvernement légitime. Pourtant, dans une déclaration faite à Port-au-Prince jeudi dernier, immédiatement après l'assassinat du ministre de la Justice, Me Guy Malary, le FRAPH avait lancé un mot d'ordre de deuil pour le lendemain et annonçait qu'il allait faire enquête pour déterminer «le secteur occulte» qui serait à l'origine de l'assassinat du ministre.

Par ailleurs, dans la capitale, les journalistes ont appris que le gouvernement des États-Unis

s'apprêtait à envoyer des véhicules blindés pour la protection du premier ministre Malval et des membres de son gouvernement. Le porte-parole de l'ambassade américaine en Haïti, M. Stanley Schrager, n'était pas en mesure de fournir les détails quant au nombre de véhicules, pas plus que sur la date de leur arrivée. Il a annoncé également la présence en Haïti du sous-secrétaire d'État pour les affaires de sécurité, Anthony Quainton, ancien ambassadeur au Koweït, en République centrafricaine, au Nicaragua et au Pérou. Le but de sa visite est de s'entretenir des questions de sécurité concernant le premier ministre et les membres de son gouvernement.

Ces mesures ont été demandées par le président Aristide lui-même après l'assassinat du ministre de la Justice par des civils armés, tout près de l'église du Sacre-Coeur, jeudi dernier.

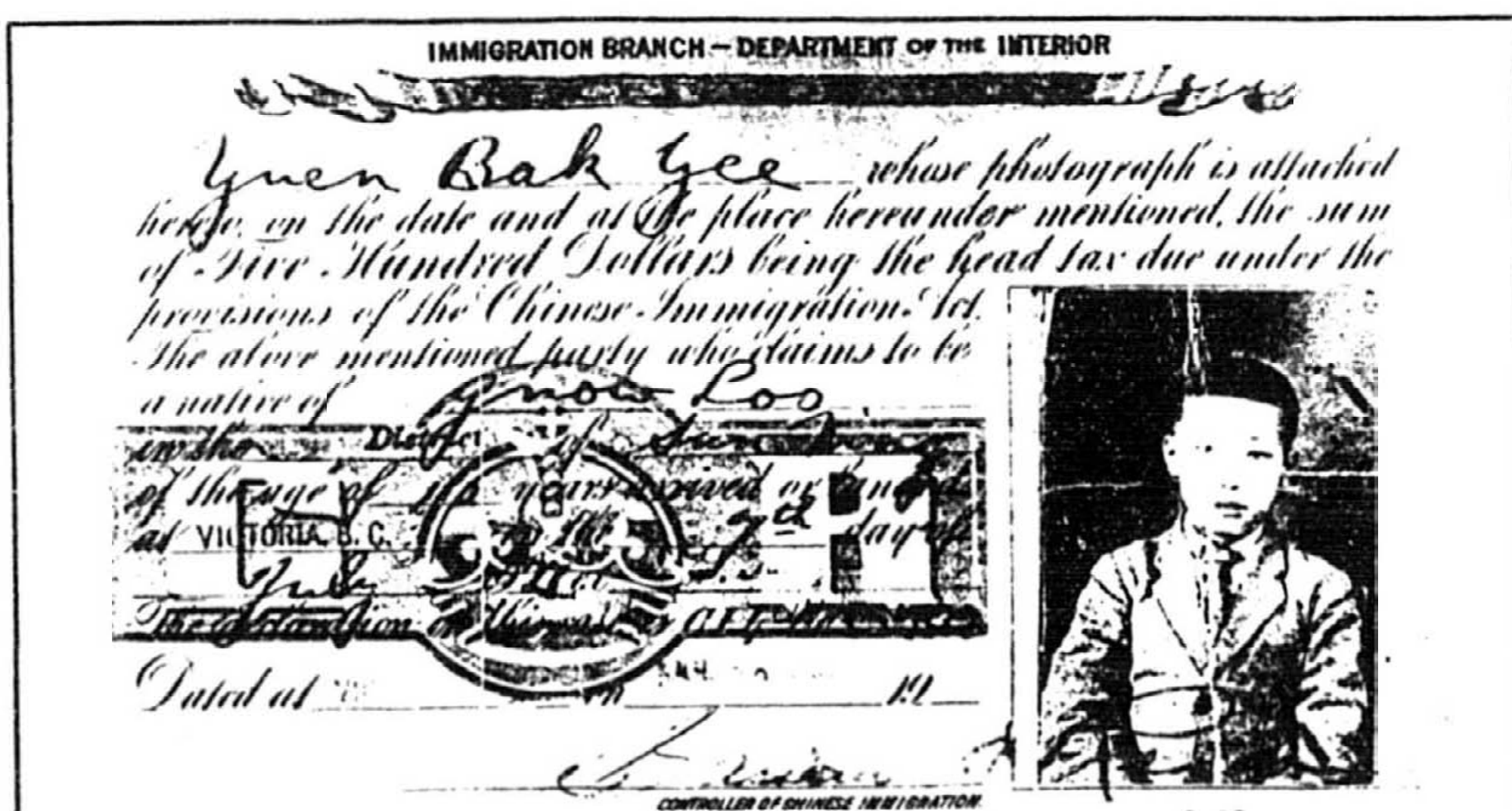
Un film sur une ignominie que le Canada doit assumer...

JOONEED KHAN

Beau, pénétrant, émouvant, *Moving the Mountain*, leur documentaire de 85 minutes en 16 mm, prendra l'affiche au Cinéma Parallèle, le mois prochain, dans une version française intitulée *La Montagne d'Or*. Mais pour imposer la cause qu'il épouse — redressement de la taxe d'entrée des Chinois au Canada de 1885 à 1923 —, dans la campagne électorale en cours, William Ging Wee Dere et Malcolm Guy l'ont présenté au Festival du film à Toronto où il eut un grand succès. Ils l'ont ensuite montré aux médias et au public montréalais, au cinéma de l'ONF, la semaine dernière.

«Il faut que la question fasse partie d'un débat national. C'est une tranche de notre passé à tous. Trop de Canadiens l'ignorent. Parmi ceux qui savent, trop préfèrent oublier. Comment débattre de ce que nous voulons être comme pays en défendant ce que nous avons été? La campagne électorale est le contexte idéal pour un tel débat. Et les Chinois du Canada, pour être réalistes, doivent déployer leur pouvoir d'électeurs pour obtenir justice», explique William Dere avec une patience souriante qui dément la passion ardente derrière la réalisation de ce film sur plusieurs années.

Car ce film, il l'a longtemps porté en lui. Des sa naissance en fait à Toisan, dans la province de Canton, en 1949, peu



Le certificat d'immigration canadienne de Yuen Bak Yee, âgé de 12 ans et admis à Victoria le 7 juillet 1921, atteste qu'il s'est acquitté de la capitation de 500\$.

après que le Canada, pressé par une communauté qui payait ses impôts et qui s'était battue pour lui durant la Deuxième Guerre mondiale, eut aboli l'infâme Loi d'exclusion. Cette loi, adoptée en 1923, fermait la porte à l'immigration chinoise; et, pour forcer ceux qui étaient déjà ici à rentrer en Chine, elle leur interdisait l'intégration des familles, si bien que les hommes vieillissaient ici, et les

femmes accouchaient là-bas dans la foule de visites périodiques.

Moving the Mountain/La Montagne d'Or, c'est d'abord un hommage au père de William Dere, arrivé en 1921 à Vancouver, où son grand-père, débarqué en 1909, avait une buanderie. C'est aussi un essai autobiographique pour cet ingénieur ferroviaire de 44 ans né en Chine, marié à une Québécoise, et héritier d'un

chapitre honteux d'un Canada avec lequel il s'identifie pourtant. Mais surtout, c'est l'histoire des Canadiens chinois, la seule communauté qui, de 1885 à 1923, fut soumise à une taxe d'immigration. À partir de 1904, la taxe était de 500\$ par tête, «le prix de deux maisons unifamiliales à l'époque», confie-t-il.

C'est là le cœur même de son combat. «Les Chinois ont construit le chemin de fer au Canada au 19^e siècle. La taxe d'entrée leur fut imposée en 1885, après la fin des travaux. De 1885 à 1923, malgré tout, 81 000 Chinois y ont immigré, payant 23 millions au total, soit l'équivalent de ce que le gouvernement a payé au CPR pour établir le réseau ferroviaire à l'échelle du pays. Il y eut ensuite la Loi d'exclusion. Aucun autre communauté n'a subi une telle discrimination. Nous réclamons des excuses officielles et nous exigeons des compensations, qui pourraient s'élever à un milliard aujourd'hui», explique-t-il, toujours aussi serein.

William Dere est en fait à la fois ingénieur et poète. Comme son père, modeste buandier dans le quartier Hochelaga-Maisonneuve, et dont les poèmes étaient publiés dans des revues de Hong Kong! Ce dévouement donne d'ailleurs un côté policier à un documentaire d'un grand lyrisme où l'image épouse superbement les extraits de poème et la trame musicale. Le film n'a coûté que 300 000\$, mais il a requis quatre années de lobbying et de

Croates et musulmans échangent des prisonniers

d'après Reuter et AFP
SARAJEVO

■ Croates et musulmans de Bosnie ont commencé hier à échanger des centaines de prisonniers, une initiative d'un ampleur sans précédent depuis le début de leurs affrontements en juin dernier.

Les forces croates de Bosnie ont relâché environ 750 prisonniers musulmans qui étaient détenus dans un camp en Herzégovine. Un journaliste de Reuter à Gabela, au sud de Mostar, a déclaré que les prisonniers avaient été remis au Comité international de la Croix-Rouge (CICR).

Des responsables du CICR à Zagreb ont précisé que les détenus libérés étaient conduits à Goranci, à 25 km au nord-ouest de Mos-

tar, où ils seront échangés contre 300 prisonniers croates libérés des camps musulmans de Konjic et Jablanica, dans le sud de la Bosnie. Un millier de prisonniers musulmans sont toujours internés au camp de Gabela. De leur côté, Serbes et Musulmans de Bosnie tentent de mettre au point une opération comparable.

Par ailleurs, les relations difficiles entre Sarajevo et la FORPRONU, faites de malentendus réciproques et d'espoirs déçus, ont viré hier à l'épreuve de force, la FORPRONU suspendant toutes ses opérations de maintenance des infrastructures urbaines tant qu'un véhicule blindé français dérobé samedi par un seigneur de la guerre local ne lui serait pas restitué.

Le général Jean Cot, commandant la FORPRONU dans l'ex-

Yugoslavie, s'était déplacé personnellement dimanche pour protester auprès des autorités bosniaques, leur proposant si nécessaire de les aider à remettre leurs irréguliers au pas.

Un des blindés avait été restitué lundi. L'autre blindé équipé d'une mitrailleuse et les armes des Casques bleus étaient toujours hier soir aux mains de la 10^e Brigade de montagne, dirigée par l'impétueux «Caco», sorte de shérif local qui fait régner sa loi sur le sud-est de la ville, sa spécialité étant de détrousser les journalistes étrangers de leurs gilets pare-balles et de rafler les jeunes dans les rues et les cafés pour les emmener creuser des tranchées sur le front.

La population de Sarajevo, qui avait accueilli la FORPRONU en libératrice, s'était attendue à ce que les Casques Bleus épousent sa

cause, voire prennent les armes avec elle contre l'assiégeant serbe. Désabusée, elle l'accuse aujourd'hui des pires maux, d'indifférence, de malversations, voire d'intelligence avec l'ennemi.

La colère de la population contre la FORPRONU et les organisations humanitaires internationales monte aussi en province. A Zenica (centre), une foule attendant un convoi d'aide s'en est pris lundi à des véhicules britanniques de la FORPRONU ainsi qu'à une voiture du CICR dont le chauffeur a été battu.

Le problème d'approvisionnement est devenu «très aigu» dans cette région, inaccessible à partir du sud en raison des conflits avec les Croates, et irrégulièrement alimentée par le nord, explique une responsable du CICR à Sarajevo, Brigitte Treyon.

CONCOURS

DESTINATION CONFORT ET ÉCONOMIES

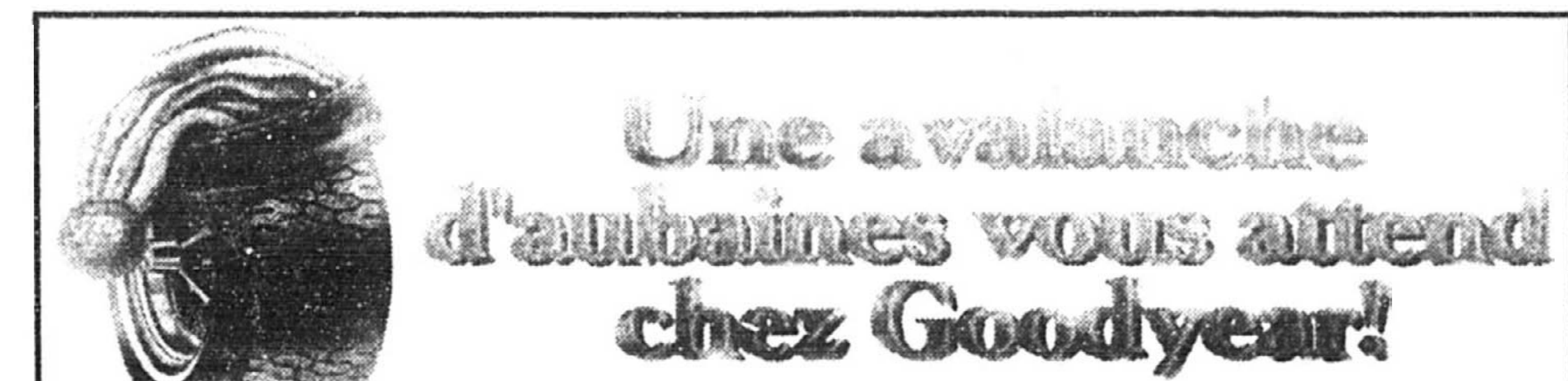
Braut & Martineau félicite M. Albert Benoit, heureux gagnant du Pontiac Transport SE 93. Le tirage a eu lieu au 8500, Place Marien le mardi 19 octobre.

Nous remercions tous nos clients d'avoir participé à ce concours.

N.B.: Le concours destination confort et économies se terminait la semaine dernière. Cette promotion n'aurait pas dû paraître dans la publicité d'aujourd'hui en page 8 du cahier chez soi 93.

BRAUT & MARTINEAU

là où la qualité n'est pas un obstacle aux bas prix!



MEILLEURS PNEUS D'HIVER GOODYEAR À PRIX AVANTAGEUX!

PNEU D'HIVER TRÈS AVANTAGEUX

À partir de **49.95\$**

ULTRA GRIP N
P155 / 80R13 BBT

Dimension	Prix
P155/80R13 SL1 BBT	49.95\$
P165/80R13 SL1 BBT	57.95\$
P175/70R13 00 UND	62.95\$
P185/80R13 SL1 BBT	64.95\$
P185/70R14 00 UND	64.95\$
P195/75R14 00 BBT	68.95\$
P205/70R14 SL1 BBT	71.95\$
P205/75R15 SL1 BBT	74.95\$

QUALITÉ QUÉBEC

LE PNEU D'HIVER PAR EXCELLENCE

À partir de **67.00\$**

F32
P155 / 80R13 BB

Dimension	Prix
P165/80R13 BB	77.00\$
P185/80R13 BBT	86.00\$
P185/75R14 BBT	89.00\$
P185/70R14 BBT	92.00\$
P195/75R14 BBT	93.00\$
P195/70R14 UND	94.00\$
P205/70R14 SL1 BB	101.00\$
P205/75R15 SL1 NW	104.00\$

QUALITÉ QUÉBEC

TRACTION EXCELLENTE SUR LA GLACE ET DANS LA NEIGE

EAGLE GW

Dimension	Prix
185/60R14 B2T	105.00\$
195/60R14 B6T	110.00\$
205/60R15 91T	126.00\$
215/65R15 96H	132.00\$
225/60R15 95H	141.00\$
205/55R16 B9H	156.00\$
225/60R16 97H	164.00\$
225/50R16 92H	171.00\$

QUALITÉ QUÉBEC

FAITES "HIVERISER" VOTRE VÉHICULE

39\$

Valvoline

- 1) Lubrification, vidange d'huile et remplacement du filtre
- 2) Réglage de la tension de toutes les courroies
- 3) Mise à niveau de tous les liquides
- 4) Nettoyage des freins avant et arrière
- 5) Test de l'efficacité de l'antigel du radiateur
- 6) Réglage de la pression d'air et permutation des quatre pneus
- 7) Analyse du système de charge électrique et de la batterie
- 8) Test des feux d'urgence et des deux freins
- 9) Quatre litres de lave-glace de réserve

Offre valide pour la plupart des voitures et camionnettes chez les détaillants participants jusqu'au 18 dec. 1993.

PNEU TOUTES SAISONS POPULAIRE

À partir de **39.95\$**

DECATHLON
P155 / 80R13 SL1

Dimension, bande blanche	Prix	Dimension, bande blanche	Prix
P155/80R13 SL1	39.95\$	P205/75R14 SL1	63.95\$
P165/80R13 SL1	45.95\$	P205/75R15 SL1	65.95\$
P185/80R13 SL1	53.95\$	P235/75R15 SL2	75.95\$
P195/75R14 SL1	55.95\$		

RADIAUX TOUTES SAISONS

À partir de **45.95\$**

ARRIVA
P155 / 80R12 SL1 BL

Dimension	Prix	Dimension	Prix
P155/80R12 SL1 LW	45.95\$	P195/75R14 SL1 BBT	67.95\$
P155/80R13 SL1 LW	47.95\$	P205/75R14 SL2 BBT	74.95\$
P185/80R13 SL1 BBT	63.95\$	P205/75R15 SL2 BBT	78.95\$
P185/70R14 SL1 BBT	67.95\$	P235/75R15 SL2 BBT	89.95\$



Collectez des milles points AIR MILES à l'achat de pneus et de services automobiles Goodyear et des produits avantageux de cette chronique. Détails chez le détaillant participant.

Le solde de pneus prend fin le 6 nov 1993. Téléphonez pour obtenir les prix et les dimensions des autres articles à raboter. Les économistes peuvent varier. Jusqu'à quatre mois pour payer des achats de plus de 250.00\$ p.p. (sans de crédit suite à l'approbation du crédit).



PERMUTATION GRATUITE DES PNEUS

MONTAGE COMPRIS

AUCUN ACOMPTE, AUCUN INTÉRÊT

MONTRÉAL 9170, Sherbrooke est 352-2662 5750, Côte de Liesse 731-6471 2615, rue Ontario est 527-8364 5135, av. Papineau 527-9854 3950, Fleury est 328-2834 11, boul. De Maisonneuve est 849-8031	2125, boul. Cavendish 481-7771 VILLE STE-CATHERINE 5280, route 132 635-1869 ANHUNTSIC 10220, boul. St-Laurent 381-2591 ST-LÉONARD 9255, boul. Lacordaire 325-3280 LAVAL-CHOMEDEY 1250, boul. Labelle 688-3575 LAVAL-PONT-VIAU 366, boul. des Laurentides 687-0210	LAVAL 580, boul. St-Martin Ouest 669-2400 TERREBONNE 1810 Chemin Gascon 492-0487 LAVAL 664-1844 VILLE LASALLE 1870, av. Dollard 383-0633 VERDUN 4000, av. Verdun 761-4568 LONGUEUIL 85, boul. Ste-Foy 679-5250	DOLLARD-DES-ORMEAUX 3614, Montée St-Jean 620-2341 WEST ISLAND 4910, chemin des Sources 684-9532 PIERREFONDS 16013, boul. Pierrefonds 620-1073 VILLE ST-LAURENT 1755, rue Grenet (face à Canada) 748-0103 LA PRAIRIE 430, boul. Tachereau 659-1994	POINTE-AUX-TREMBLES 1400, boul. St-Jean-Baptiste 545-2787 ST-EUSTACHE 220, 25 ^{ème} Ave. 472-7506/7871 BOUCHERVILLE 660, de Montbrun 655-8531 ST-BRUNO 610, boul. Clairvue 461-0373 ROSEMERE 261, boul. Labelle 435-5713	CENTRES COMMERCIAUX GOODYEAR VILLE ST-LAURENT 7405, rue Verité 334-9312 VILLE D'ANJOU 8301, boul. Métropolitain 354-7444 ST-VINCENT-DE-PAUL 4465, des Industries 328-6680 DÉTAILLANTS INDÉPENDANT Centre Auto Île Perrot 410, boul. Grand 453-1521
--	---	---	---	--	--

On recrute des nouveaux pour en faire des anciens de l'UQAM

Inscrivez-vous avant le 1^{er} novembre

Session d'hiver 1994

Baccalauréats

Administration*
Animation culturelle
Biochimie
Biologie
Chimie
Comptabilité de management*
Économique
Éducation au préscolaire et enseignement au primaire (perfectionnement)
Enseignement des langues secondes*
Enseignement du français langue première*
Enseignement en adaptation scolaire et sociale (perfectionnement)
Enseignement en formation professionnelle
Enseignement en géographie*
Enseignement en histoire*
Enseignement en mathématiques*
Enseignement moral et religieux*
Études littéraires
Géographie physique
Géographie*
Géologie
Gestion et intervention touristiques*
Histoire*
Histoire de l'art
Information scolaire et professionnelle
Informatique de gestion*
Linguistique
Mathématiques
Microélectronique
Musique
Philosophie
Physique
Religieuse
Sciences comptables*
Sciences politiques
Sociologie
Urbanisme*

Certificats

Adaptation scolaire et sociale
Administration de services* (concentrations: banque, coopérative, transport)
Administration des services publics
Administration*
Affaires immobilières*
Alphabétisation
Analyse chimique
Analyse financière*
Animation culturelle
Arts plastiques*
Assurance et intervention financière*
Comptabilité générale*
Création littéraire
Développement de logiciels*
Droit social et du travail*
Écologie
Économie
Éducation en milieu de garde
Éducation interculturelle
Éducation morale

Éducation personnalisée

pour les aînés et *
Enseignement de la formation personnelle et sociale
Enseignement des langues secondes
Études appliquées en urbanisme*
Formateurs d'adultes en milieu scolaire
Français écrit
Français écrit pour non-francophones*
Géographie physique
Géologie appliquée
Gérontologie sociale
Gestion des documents administratifs et des archives
Gestion des ressources humaines I (Fondements)*
Gestion des ressources humaines II (Perspectives stratégiques et approfondissement des connaissances)*
Gestion des services municipaux
Gestion informatisée*
Immigration et relations interethniques
Informatique*
Insertion sociale et professionnelle des jeunes
Instructeurs en milieu de travail
Intervention éducative en milieu familial et communautaire
Littérature de jeunesse
Marketing*
Méthodes quantitatives
Microprocesseurs
Santé et sécurité au travail
Sciences comptables*
Sciences de l'environnement
Sciences et techniques de l'eau
Sciences sociales
Télécommunications
Terminologie

Maitrises

Art dramatique, M.A.
Biologie, M.Sc.
Chimie, M.Sc. (programme offert par extension à l'UQTR)
Droit social et du travail*, LL.M.
Économique, M.Sc.
Études des arts*, M.A.
Études littéraires, M.A.
Géographie, M.Sc.
Histoire*, M.A.
Informatique de gestion*, M.Sc.A.
Kanthropologie, M.Sc.
Linguistique, M.A.
Mathématiques, M.Sc.
Muséologie*, M.A. (conjointement avec l'Université de Montréal)
Philosophie, M.A.
Sciences comptables*, M.Sc.
Sciences de l'atmosphère, M.Sc.
Sciences de la terre, M.Sc.
Sciences des religions, M.A.
Sociologie, M.A.

Diplômes de deuxième cycle

Études américaines contemporaines (conjointement avec l'UQTR)
Études interdisciplinaires sur la mort*
Intervention ergonomique en santé et sécurité au travail
Météorologie*
Doctorats
Histoire, Ph.D.
Linguistique, Ph.D.
Mathématiques, Ph.D.
Philosophie, Ph.D.
(conjointement avec l'UQTR)
Ressources minérales, Ph.D.
(programme offert par l'UQAM avec la collaboration de l'UQAM)
Sciences de l'environnement, Ph.D.
(conjointement avec l'Université Concordia)
Sémiologie, Ph.D.
Sociologie, Ph.D.

Certains de ces programmes sont également offerts dans les Centres d'études universitaires

UQAM-Montréal

320, boul. du Séminaire
Saint-Jean-sur-Richelieu
J3B 5K9
téléphone: 349-6755
1-800-363-9290
télécopieur: 349-1838

UQAM-Lanaudière

Ecole l'Horizon
239, boulevard J.-A. Paré
Ville de la Gardeur
J5Z 4M6
téléphone: 654-8768
1-800-361-4567

Laval-Saint-Jérôme

3050, boulevard Lévesque Ouest
Laval
H7V 1E8
téléphone: 682-1343

Renseignements:

Registrariat
Service aux clientèles universitaires
870, boul. de Maisonneuve Est
Local T-3600
Montréal (Québec) H3C 3P8
Tél.: 987-3121

La Fondation de l'UQAM offre des bourses d'études de 1 000 \$ à 7 000 \$.

* programme contingenté

Université du Québec à Montréal

POUR RÉALISER VOS RÊVES...

LES OBLIGATIONS D'ÉPARGNE DU CANADA

4 1/4 %
LA PREMIÈRE ANNÉE

Tout le monde a un rêve à réaliser. Quels que soient vos buts dans la vie, vous pouvez les atteindre grâce aux Obligations d'épargne du Canada. Depuis 47 ans, elles sont l'investissement favori de millions de Canadiens.

Vous pouvez obtenir tous les détails partout où l'on vend des Obligations d'épargne du Canada.

Achetez-les jusqu'au 1^{er} novembre.

Canada

2 TAT

brother

MACHINES À COUDRE

À UN SEUL ENDROIT

VENTE D'ENTREPÔT D'AVANT-

Noël

Vente à PRIX D'ENTREPÔT de tous nos modèles de machines à coudre Brother

Voici quelques exemples:

brother PC-7000

- La machine la plus perfectionnée du monde
- Motif de broderie multicolore professionnel (jusqu'à 4 po de largeur)

**PRIX D'ENTREPÔT
INCROYABLE**

brother VX-810

- Points droits et zigzag
- Bras libre
- 3 positions d'aiguille

PRIX D'ENTREPÔT

brother M546

- Construction robuste
- Embobinage facile
- Surjeteuse à 3-4 fils

PRIX D'ENTREPÔT
Avec différentiel: 449 \$

Entrepôt

1, Hôtel-de-Ville, Dollard-des-Ormeaux

brother XR-16

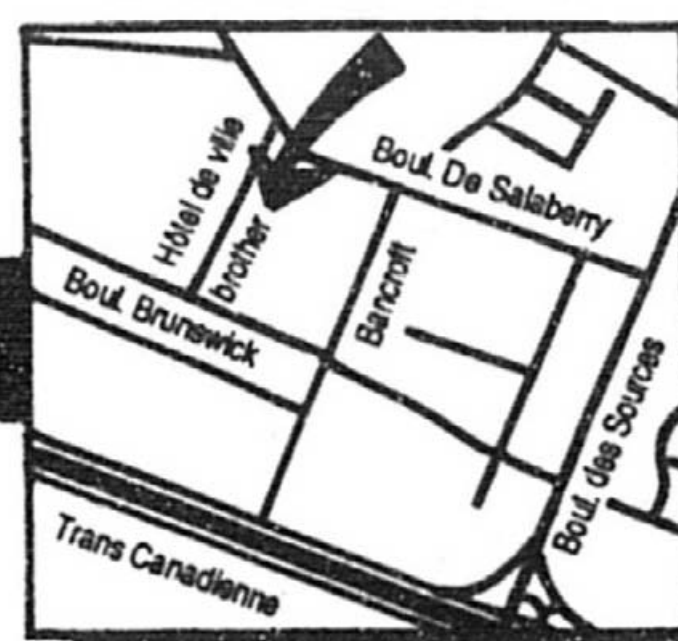
- Contrôle électronique de la vitesse
- 10 points intégrés
- Couture autom. des boutonnières

PRIX D'ENTREPÔT

brother KH-270

**MÉTIER À TRICOTER ÉLECTRONIQUE À
PRIX D'ENTREPÔT
INCROYABLE**

- 288 motifs de mailles différents
- Motifs très larges (jusqu'à 112 mailles)


brother

Ne manquez pas cette occasion!

Ouvert jeu. 21 et vendr. 22 oct. 10-21 h; sam. 23 et dim. 24 oct. 10-17 h.

VISA

Master Card

Moscou envisage une intervention militaire dans l'ouest géorgien

Agence France-Presse
MOSCOU

La Russie était prête hier à se résoudre à une intervention militaire dans l'ouest de la Géorgie pour voler au secours du chef de l'État, Edouard Chevardnadze, en position de plus en plus difficile face aux troupes de l'ancien président Zviad Gamsakhourdia.

La chute pratiquement sans résistance aux mains des «zviadistes», hier après-midi, d'une nouvelle ville stratégique, Lantchkhouthi, ne peut que mettre fin aux tergiversations de Moscou sur l'opportunité d'une intervention pour défendre ses intérêts stratégiques et ceux de l'Arménie, son allié dans le Caucase.

Cité par l'agence Interfax, le chef de la diplomatie russe, Andreï Kozyrev, s'est prononcé sans équivoque hier pour rouvrir, par la force si nécessaire, la route reliant la capitale Tbilissi et le port stratégique de Poti, conquis début octobre par les zviadistes.

La radio géorgienne a annoncé, sans confirmation officielle, que des navires de guerre russes auraient pris position dès hier au large de Poti, pour empêcher les «exportations illégales vers la Turquie».

«Cette route est vitale pour Tbilissi, pour les troupes russes stationnées en Géorgie, ainsi que pour Bakou et Erevan», dont les accès les plus directs à la mer Noire passent par les ports géorgiens, a justifié M. Kozyrev.

Le ministre, qui n'a pas oublié ses divergences avec les généraux russes lors du conflit abkhaze, a toutefois pris la précaution d'ajouter qu'il n'était «pas question d'une intervention unilatérale de la Russie», mais d'une opération conjointe des États du Caucase membres de la CEI.

L'ambassadeur de la Géorgie à Moscou, Valerian Advadze a, selon l'agence ITAR-TASS, affirmé lundi que la direction militaire russe était «catégoriquement opposée» à l'ingérence des troupes russes dans le conflit intérieur géorgien.

Les militaires russes, qui ont de plus en plus leur mot à dire depuis que la Russie a entrepris de défendre ses traditionnelles «sphères d'influence» dans le Caucase et en Asie centrale, avaient pris position presque ouvertement en faveur des séparatistes d'Abkhazie contre les troupes gouvernementales de M. Chevardnadze.

Pour nombre d'officiers, l'ancien chef de la diplomatie soviétique est l'un des fossesoyers du rayonnement de l'ex-Armée Rouge en Europe, et a maintenu depuis deux ans en Géorgie un cap indépendantiste ayant pour objectif le retrait total des troupes russes du pays.

Mais entre sa défaite face aux Abkhazes en septembre et ses derniers revers face aux zviadistes, M. Chevardnadze a par la force des choses engagé le processus d'adhésion de la Géorgie à la CEI, afin de se plier aux conditions de Moscou.

L'armée russe pourrait être d'autant plus tentée désormais de «sauver» M. Chevardnadze, que ce dernier a habilement mis en avant l'intérêt vital arménien pour obtenir l'aide de la CEI en vertu du traité de sécurité collective de la Communauté.

A l'approche de l'hiver, la perte de Poti représente un coup dur pour l'Arménie, toujours aphyxie par le blocus azerbaidjanais. Moscou tient d'autant plus à la santé économique de son allié indéfectible, qui l'a autorisé cette année à stationner une deuxième division à la frontière avec la Turquie.

Le chef de l'État arménien, Levon Ter-Petrosian, se trouvait à Moscou lundi, officiellement pour discuter de la «zone rouble et des problèmes du Caucase», a annoncé au cours d'une conférence de presse le porte-parole de la diplomatie russe, Grigori Karassine.

L'ambassade arménienne à Moscou a catégoriquement démenti que M. Ter-Petrosian ait discuté à Moscou d'une intervention militaire. Toutefois, selon des sources arméniennes bien informées, Erevan a préparé au cours des dernières semaines des plans secrets d'intervention militaire pour s'ouvrir une sortie sur la mer dans l'ouest de la Géorgie, au cas où son voisin serait dépecé par des chefs de guerre.

DÉPÊCHES

RWANDA

Un Canadien aux commandes

Le général canadien Romeo Dallaire a été désigné commandant de la Mission d'assistance des Nations unies au Rwanda, chargée de superviser le processus de transition dans ce pays. Dans une lettre publiée hier et adressée au secrétaire général de l'ONU, Boutros Boutros-Ghali, le président en exercice du Conseil de sécurité, M. Ronaldo Sardenberg (Brésil), indique que les 15 membres du conseil approuvent la nomination du général Dallaire. La MINUAR a été créée le 5 octobre pour superviser le processus de paix au Rwanda devant conduire à des élections en 1995. La mission devrait compter plus de 2500 militaires dans le courant de 1994.

ESPAGNE

Assassinat politique

Un général de l'armée de l'air a été tué par balles, hier matin, au cours d'un attentat que le préfet de Madrid a attribué à l'organisation séparatiste basque ETA, et une voiture piégée a explosé peu après sans faire de blessés. À 8 h 30, rue d'Alcala, l'une des grandes artères de la capitale, deux hommes portant des gacoules ont tiré sur le général Dionisio Herrero, 63 ans, le tuant pratiquement sur le coup, à quelques mètres de son domicile. Son chauffeur, un soldat de 25 ans, a été grièvement blessé par les agresseurs qui ont pris la fuite.

RUSSIE

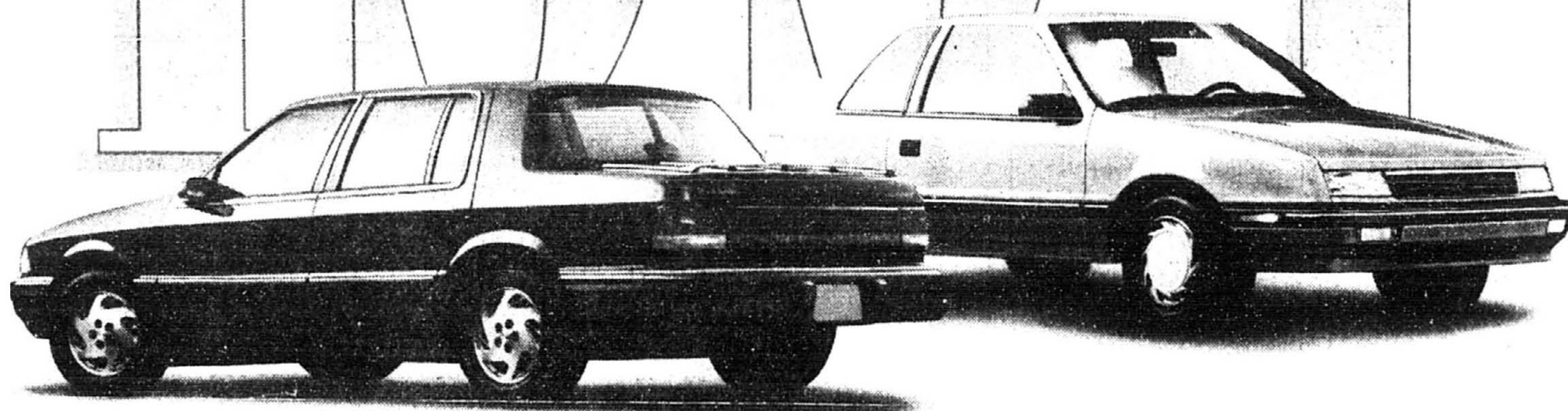
Divergences démocratiques

Des personnalités réformatrices de premier plan — notamment l'influent maire de Saint-Petersbourg, Anatoli Sobtchak — ont estimé hier que le projet de constitution devrait être amendé avant d'être soumis aux électeurs russes, suscitant une querelle dans le camp des «démocrates». Le dirigeant du Parti de la liberté économique, l'homme d'affaires Konstantin Borovoy, a averti que son parti boycotterait les élections législatives du 12 décembre en cas de modification du projet présidentiel de constitution.

Ils sont arrivés!

1004

LES LEADERS DU RAPPORT QUALITÉ/PRIX



PLYMOUTH ACCLAIM/
DODGE SPIRIT 1994,
ENSEMBLE 22E

- ✓ Moteur IEC
- ✓ Boîte automatique
- ✓ Climatiseur et glaces teintées
- ✓ Coussin de sécurité, côté conducteur
- ✓ Volant inclinable et régulateur de vitesse
- ✓ Radio-cassette AM/FM stéréo
- ✓ Freins et direction assistés
- ✓ Rétroviseurs électriques chauffants
- ✓ Ensemble décor argent ou or

13 994 \$*

Transport: 550 \$ en sus.

309 \$**

Terme de 48 mois et aucun versement initial

PLYMOUTH SUNDANCE/
DODGE SHADOW 1994,
ENSEMBLE 22D

- ✓ Moteur 2,2 litres
- ✓ Boîte automatique
- ✓ Climatiseur
- ✓ Coussin de sécurité, côté conducteur
- ✓ Radio AM/FM stéréo, 4 haut-parleurs
- ✓ Essuie-glace de luxe à balayage intermittent
- ✓ Tapis à l'avant et à l'arrière
- ✓ Miroirs de courtoisie

10 594 \$*

Transport: 525 \$ en sus.
Supplément pour modèle quatre portes.

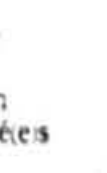
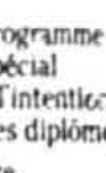
233 \$**

Terme de 48 mois et aucun versement initial

*Remise du fabricant incluse. Immatriculation, taxes et assurances en sus.

** Tarif mensuel établi d'après le P.D.S.F. d'un modèle 1994. Terme de 48 mois, sans versement initial. Immatriculation, assurances et taxes en sus. Sous réserve de l'approbation de Chrysler Crédit Canada Ltée. Un dépôt de sécurité équivalent à un versement sera exigé. Location pour usage personnel seulement. Rachat non requis. Le locataire est responsable de l'excédent de kilométrage après 100 000 km, au taux de 6¢ le km. Offre d'une durée limitée. Détails chez le concessionnaire.

Programme
n°1 de pour
participants
physiques



115 360

Association publicitaire des concessionnaires Chrysler Inc.

Dodge

Camions Dodge

CHRYSLER

CHEZ LE CONCESSIONNAIRE CHRYSLER DODGE PLYMOUTH DE VOTRE RÉGION

Plymouth

Camions Dodge

CHRYSLER

Mme Bhutto veut sortir le Pakistan de son isolement

d'après Reuter et AFP
ISLAMABAD

■ L'Assemblée nationale pakistanaise a élu hier Benazir Bhutto premier ministre. Elle retrouve ainsi le poste qu'elle avait perdu voici trois ans.

L'Assemblée nationale s'est prononcée par 121 voix contre 72 en faveur de Benazir Bhutto, 40 ans, dont le Parti du peuple pakistanaise (PPP) est arrivé en première position aux élections législatives du 6 octobre en obtenant 85 sièges sur 217.

De petits partis, des indépendants et des alliés du PPP ont apporté leurs voix à Benazir Bhutto afin de lui permettre de former un gouvernement de coalition. A l'annonce de la victoire de leur candidate sur son rival, l'ancien premier ministre Nawaz Sharif, les membres du PPP l'ont ovationnée.

«C'est la deuxième fois seulement dans l'histoire du Pakistan que quelqu'un est élu deux fois premier ministre», a déclaré, radieuse, dans son premier discours de victoire, la fille de l'ancien premier ministre Zulfikar Ali Bhutto, renversé par un putsch quelques semaines après avoir remporté une seconde élection en 1977 et exécuté deux ans plus tard.

Benazir Bhutto s'est engagée à s'efforcer sans attendre de mettre fin à «l'isolement du Pakistan sur la scène internationale». Ce sera «la priorité des priorités» de son gouvernement, a-t-elle souligné. Les États-Unis ont récemment menacé de placer ce pays sur la liste des États qui soutiennent le terrorisme.

Mme Bhutto s'est également engagée à mettre en œuvre des réformes et de lutter contre la corruption: «Les gens attendent des changements. Les gens ne veulent pas un simple changement de personnes, ils veulent changer de système. Mon gouvernement sera un gouvernement de réformes», a-t-elle assuré.

Toutefois, estiment les observateurs politi-



Mme Benazir Bhutto, nouvellement élue premier ministre par l'Assemblée nationale, salue ses partisans hier à Islamabad.

ques et les diplomates, la survie de son gouvernement, dont le principal partenaire (PPP) ne disposera pas de la majorité absolue au parlement, sera fonction de l'attitude des petits partis, ce qui rend Benazir Bhutto vulnérable face à leurs exigences et laisse planer un doute sur l'aptitude du PPP à procéder à des réformes en profondeur.

Mme Bhutto a obtenu également hier une victoire significative dans la province clé du Punjab en parvenant à faire élire l'un de ses lieutenants, Mohammed Hanef Ramay, à la présidence de l'assemblée provinciale. Le Punjab est la province la plus riche, la plus peuplée et la plus importante politiquement (avec plus de 60 p. cent des électeurs) des quatre provinces pakistanaïses.

Cachemire: la troupe disperse les marcheurs

d'après AFP
SRINAGAR

Les troupes indiennes ont brisé hier une tentative de marche sur la mosquée d'Hazratbal qu'elles assiègent depuis quatre jours, tandis que les négociations destinées à résoudre la crise au Cachemire paraissent marquer le pas.

Plusieurs milliers de personnes, défiant le couvre-feu, sont descendues dans les rues de Srinagar, peu après que les forces de sécurité indiennes eurent dispersé à coups de matraques et de grenades lacrymogènes un cortège d'environ 500 personnes qui s'était mis en marche vers la mosquée située à environ 10 km du centre-ville.

Selon des témoins et la police, plusieurs dizaines de personnes ont été blessées, dont des personnalités locales qui menaient le cortège.

Les manifestants se sont répandus dans la ville pour protester contre le siège par l'armée indienne du principal lieu saint du Cachemire, où sont retransférés des séparatistes musulmans.

Un calme précaire était toutefois revenu à la nuit tombée dans Srinagar, capitale d'été du Jammu et Cachemire, et centre de la rébellion séparatiste musulmane qui sévit depuis quatre ans dans la partie indienne du Cachemire, peuplée en majorité de musulmans. La crise actuelle a provoqué un très vif échange, ainsi que des expulsions de diplomates entre l'Inde et le Pakistan, qui lui dispute la possession de cette région. Un porte-parole du gouvernement du Jammu et Cachemire a déclaré hier que des ressortissants pakistanais pourraient se trouver parmi les assiégés.



RÉSULTATS



Tirage du
93-10-16

CATÉGORIES DE LOTS
(pour chaque sélection)

LOTS

1^{re} SÉLECTION



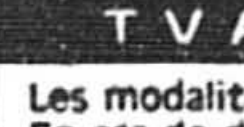
Atout

2^e SÉLECTION



Atout

3^e SÉLECTION



Atout

4^e SÉLECTION



Atout

5^e SÉLECTION



Atout

6^e SÉLECTION



Atout

7^e SÉLECTION



Atout

8^e SÉLECTION



Atout

9^e SÉLECTION



Atout

10^e SÉLECTION



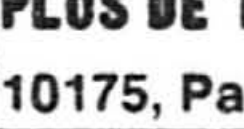
Atout

11^e SÉLECTION



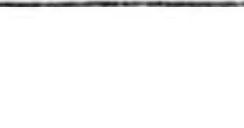
Atout

12^e SÉLECTION



Atout

13^e SÉLECTION



Atout

14^e SÉLECTION



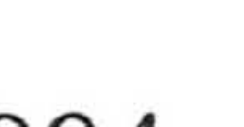
Atout

15^e SÉLECTION



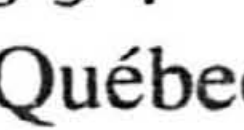
Atout

16^e SÉLECTION



Atout

17^e SÉLECTION



Atout

18^e SÉLECTION



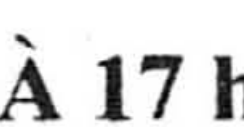
Atout

19^e SÉLECTION



Atout

20^e SÉLECTION



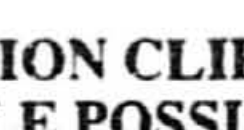
Atout

21^e SÉLECTION



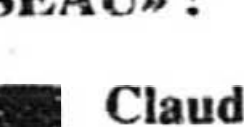
Atout

22^e SÉLECTION



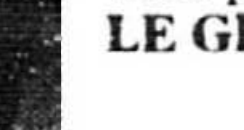
Atout

23^e SÉLECTION



Atout

24^e SÉLECTION



Atout

25^e SÉLECTION



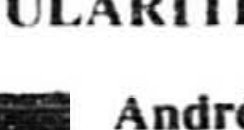
Atout

26^e SÉLECTION



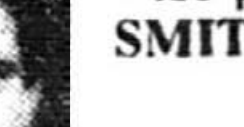
Atout

27^e SÉLECTION



Atout

28^e SÉLECTION



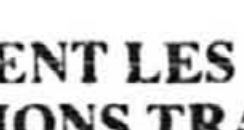
Atout

29^e SÉLECTION



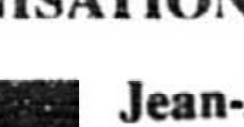
Atout

30^e SÉLECTION



Atout

31^e SÉLECTION



Atout

32^e SÉLECTION



Atout

33^e SÉLECTION



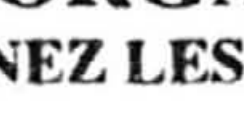
Atout

34^e SÉLECTION



Atout

35^e SÉLECTION



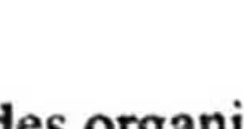
Atout

36^e SÉLECTION



Atout

37^e SÉLECTION



Atout

38^e SÉLECTION



Atout

39^e SÉLECTION



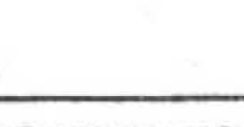
Atout

40^e SÉLECTION



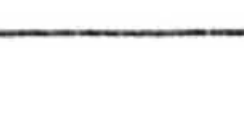
Atout

41^e SÉLECTION



Atout

42^e SÉLECTION



Atout

43^e SÉLECTION

Atout

44^e SÉLECTION

Atout

45^e SÉLECTION

Atout

46^e SÉLECTION

Atout

47^e SÉLECTION

Atout

48^e SÉLECTION

Atout

49^e SÉLECTION

Atout

50^e SÉLECTION

Atout

51^e SÉLECTION

Atout

52^e SÉLECTION

Atout

53^e SÉLECTION

Atout

54^e SÉLECTION

Atout

55^e SÉLECTION

Atout

56^e SÉLECTION

Atout

57^e SÉLECTION

Atout

58^e SÉLECTION

Atout

59^e SÉLECTION

Atout

60^e SÉLECTION

Atout

61^e SÉLECTION

Atout

62^e SÉLECTION

Atout

63^e SÉLECTION

Atout

64^e SÉLECTION

Atout

65^e SÉLECTION

Atout

66^e SÉLECTION

Atout

67^e SÉLECTION

Atout

68^e SÉLECTION

Atout

69^e SÉLECTION

Atout

70^e SÉLECTION

Atout

71^e SÉLECTION

Atout

72^e SÉLECTION

Atout

73^e SÉLECTION

Atout

74^e SÉLECTION

Atout

75^e SÉLECTION

Atout

76^e SÉLECTION

Atout

77^e SÉLECTION

Atout

78^e SÉLECTION

Atout

79^e SÉLECTION

Les relations très très étroites du ministre Côté avec le pdg de Rexfor

DENIS LESSARD
du bureau de La Presse
QUÉBEC

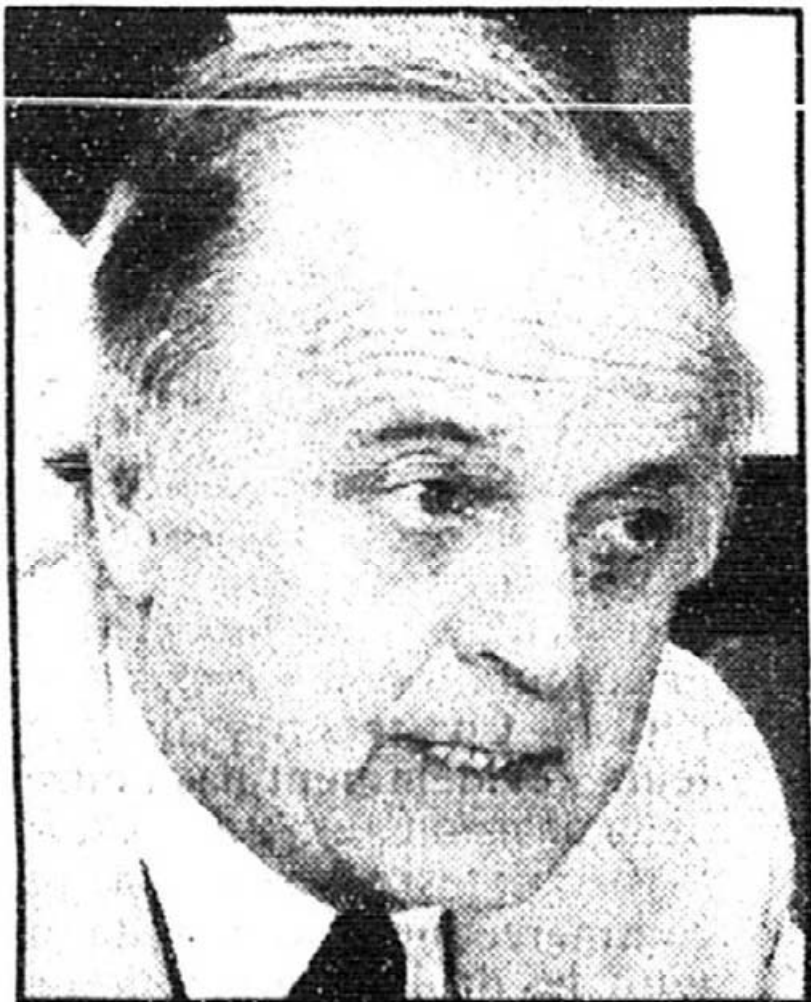
■ Le fils du ministre Albert Côté, Jacques, fut engagé par la compagnie privée établie par M. Jean-Marie Rodrigue, quelques mois après que ce même M. Rodrigue eût été nommé, par le ministre Albert Côté, président de Rexfor.

Au surplus, la papetière Rexfor — dont le gouvernement est l'unique actionnaire — entretient des relations d'affaires très étroites avec l'ancienne compagnie de M. Rodrigue, Forexport.

«J'espère que vous direz aussi que j'ai travaillé neuf ans dans le secteur du bois», de soutenir récemment Jacques Côté, le fils du ministre interrogé par La Presse.

Filiale de Forex, Forexport agit comme responsable de la mise en marché dans plusieurs initiatives financées par Rexfor, pour Lanofort à Saint-Michel-des-Saints et à Chambord, par exemple. Chez les employés de Rexfor, sous le couvert de l'anonymat on avoue être un peu embarrassé par l'étroitesse des relations d'affaires entre Rexfor et l'ancienne entreprise du président, où l'on retrouve le fils du ministre. Ce dernier fut embauché à l'automne 1992 à Forexport qui venait de quitter M. Rodrigue choisi par M. Côté pour présider Rexfor.

Les problèmes du ministre Côté quant à ses relations avec Rexfor ont connu de nouveaux rebondissements hier. L'ancien chef de cabinet de M. Côté, Mario Simard, n'était pas le seul à être passé à la caisse, et à percevoir une généreuse prime de séparation avant d'accéder à Rexfor, la société propriété du gouvernement où les nominations relèvent toujours du même patron, Albert Côté.



Le ministre Albert Côté

En fait le prédécesseur de M. Simard, Jean-Louis Bazin, avait bénéficié lui aussi d'une prime pour aller chez Rexfor — l'équivalent de quatre mois de salaire, environ 33 000 \$, montrent les documents obtenus par le Parti québécois en vertu de la loi d'accès à l'information.

Au surplus, M. Bazin — qui avait, dit-on, tenté en vain d'obtenir le poste finalement obtenu par M. Rodrigue — a bénéficié d'une autre prime en quittant Rexfor, au printemps 1992, de plus de 36 000 \$.

Dans une entrevue récente à La Presse, M. Bazin a soutenu que «tout s'était fait dans les règles» et que la prime visait à compenser la fin avant terme de son contrat avec Rexfor. «Quand j'ai quitté, je ne savais pas où j'irais», a-t-il dit. En fait, immédiatement après, M. Bazin fut un organisateur pour la campagne du «oui» à Québec, et fut nommé tout de suite après secrétaire général associé à la jeunesse — poste de rang de sous-ministre — au Conseil exécutif. M. Bazin, incidemment, était l'un des organisateurs de la campagne au leadership de M. Bourassa en 1983.

Pour l'opposition, toutes ses primes sont carrément inexplicables, car ceux qui en ont profité n'ont fait que circuler entre des emplois rénumérés par le gouvernement.

Des excuses

Hier, le ministre Albert Côté a d'ailleurs dû carrément s'excuser d'avoir suggéré publiquement à son ancien chef de cabinet «d'envoyer se faire foutre» les mandataires du Conseil exécutif qui lui demandent de rembourser 60 000 \$ des 150 000 \$ de prime de séparation qu'il a reçue en quittant le cabinet de M. Côté.

Lundi, devant quelques journalistes, M. Côté avait dit que Québec n'avait aucun recours pour aller chercher ce montant dans les poches de son ancien chef de cabinet. «Ça va être lui (M. Simard) qui va décider. Il va dire "allez vous faire foutre, j'espère qu'il va dire ça!" avait lancé lundi M. Côté, des propos qu'il a ravalés hier.

«Le ministre admet qu'il n'était pas prêt à répondre aux questions des journalistes», a dit M. Côté hier, lisant le bref communiqué qu'il avait émis dans les heures qui précédaient. Le ministre a ajouté «ne pas avoir voulu offenser personne» et rappelé qu'il avait «souscrit sans hésitation» aux conclusions de la vérification faite par le Secrétaire général du Conseil exécutif, M^{re} Benoit Morin.

Hier, M. Côté assurait que tout serait mis en œuvre «sur le plan administratif et judiciaire si nécessaire» pour exiger les 60 000 \$ versés en trop à Mario Simard — ce dernier avait réclamé sept mois de vacances jamais prises en autant d'années à ses dires. En outre M. Morin mettait en doute le bien fondé de l'imposante augmentation de salaire, de 15 p. cent, accordée à M. Simard juste avant qu'il ne quitte le cabinet.

Au bureau du premier ministre, la porte-parole Sylvie Godin, estime que Québec «a une bonne cause» en sommant M. Simard de rembourser des fonds qui lui avaient pourtant été accordés avec toutes les approbations requises en un premier temps. Sous réserve d'avis juridiques, elle croit même que le gouvernement serait en terrain solide pour poursuivre l'ancien collaborateur de M. Côté.

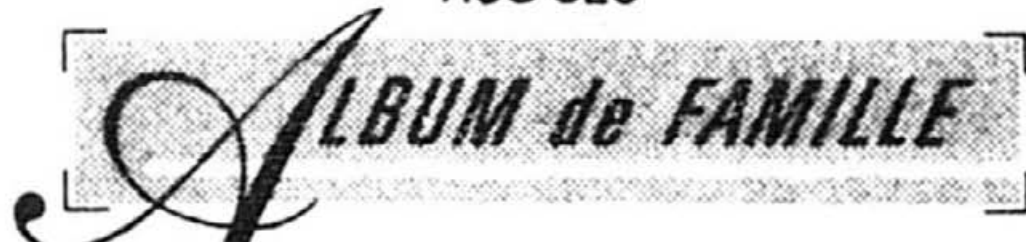


Papa et maman se marient!

Anniversaire, fiançailles, mariage, naissance, graduation... Faites partager votre joie! Placez une annonce dans Album de famille, notre nouvelle rubrique publiée le premier mercredi de chaque mois dans le cahier Vivre, prochaine parution le 3 novembre.

Pour le format, consultez l'exemple ci-haut. Envoyez votre message avec une photo à:

La Presse
Album de famille
C.P. 6041, succ. A
Montréal, Qué.
H3C 3E3



Veuillez joindre un chèque ou un mandat-poste de 49,86 \$ (taxes incluses) ou inscrire votre numéro de carte de crédit avec la date d'expiration.

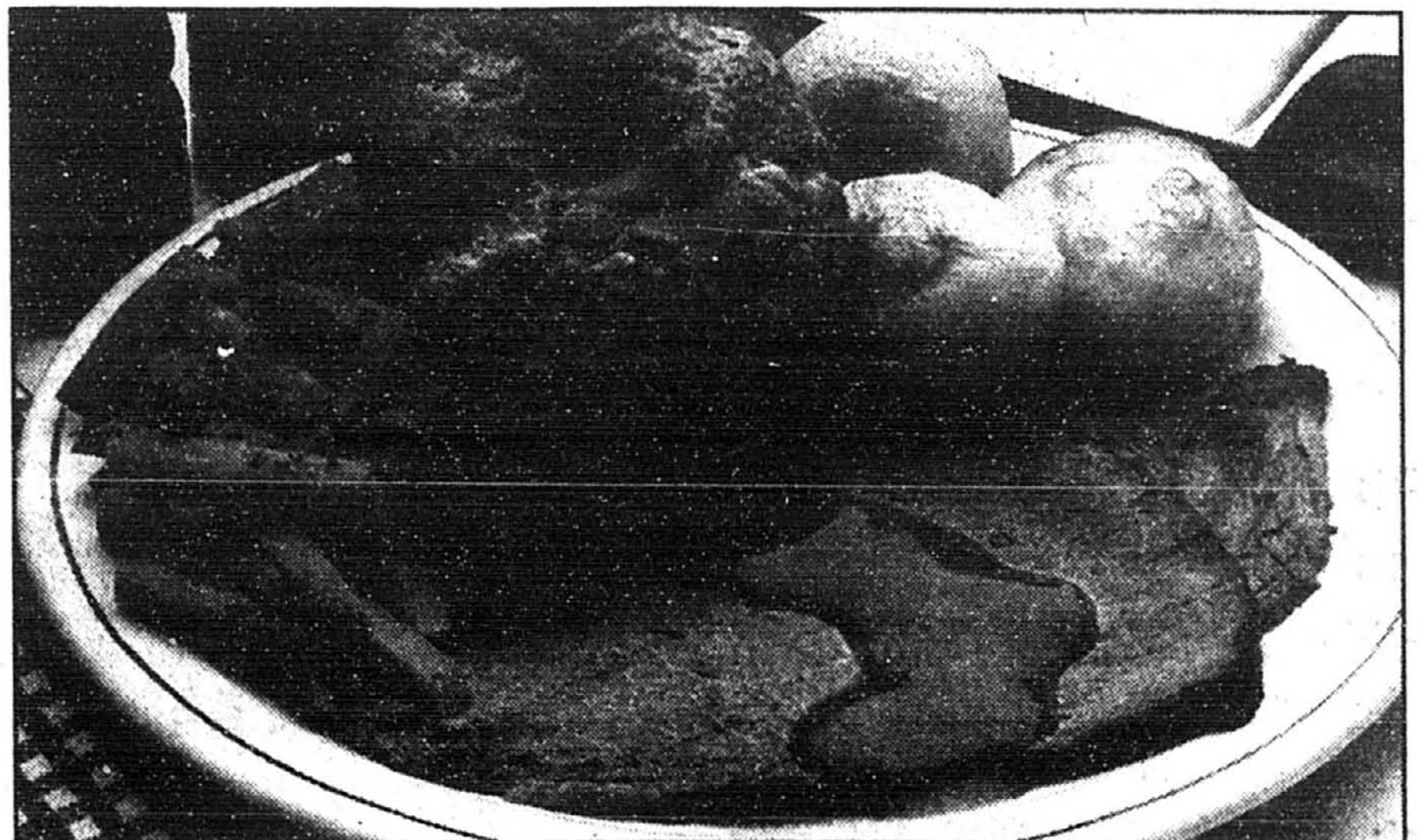
RENSEIGNEMENTS
285-6816

La Presse

UN SUCCÈS BOEUF!

À la demande générale, revoici notre célèbre rosbif à prix plus qu'alléchant!

Solde
349 \$
ch.



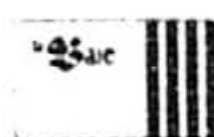
Délicieuse assiette composée de tranches de rosbif, de pommes de terre, d'un légume et d'une part de pouding du Yorkshire. Portion courante.

Ord. 5,99 \$. Solde **3,49 \$** ch.

En vigueur jusqu'au samedi 23 octobre 1993.

Du lundi au vendredi, de 11 h à 14 h 30; le jeudi soir et le vendredi soir, de 16 h à 19 h 30; et le samedi, de 11 h à 15 h.

Les bons de réduction et les autres offres ne s'appliquent pas. Magasins exceptés: la Place Vertu, Jardins Dorval, Carrefour Laval, Mail Champlain, Promenades Saint-Bruno et Place Rosemère.



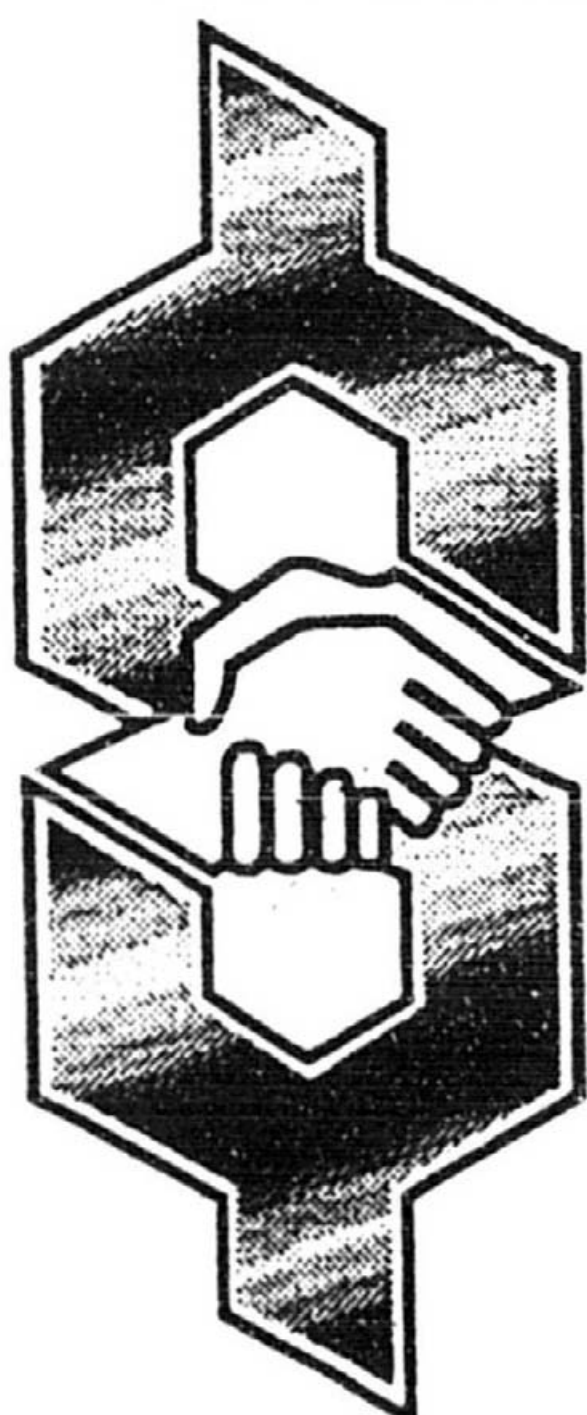
LA BAIE

Compagnie de la Baie d'Hudson

L'AVANTAGE DES MEILLEURS PRIX

DÉS
VENDREDI!

N'attendez pas
après le gouvernement
pour vous créer un emploi!



LE SALON
INTERNATIONAL
DE LA FRANCHISE
ET DES RÉSEAUX D'AFFAIRES

Pour vous bâtir
un avenir sur mesure!

PLUS DE 70 BANNIÈRES EN DÉVELOPPEMENT

dans la restauration, le commerce de détail, la construction, la mode, les services, etc. pour petits, moyens et gros investisseurs!

LE FRANCHISAGE, LA LOCALISATION, LE FINANCEMENT, LES AVANTAGES ET LES PIÈGES: par les grands spécialistes du franchisage à la Place des conférences

10 ENTREPRISES à la recherche de partenaires actifs dans le Pavillon du Partenariat et de l'investissement

7 ENTREPRISES de distribution offrant des territoires exclusifs à travers le Québec

Plus de 70 bannières!

A.L. Van Houtte
Académie du savoir
Air-Flex
Alistar Distributing
Amandine
American Restauration
Association québécoise de la franchise
Bobbie
Budget
Centre de planification financière
Centre du rasoir "fine lame"
Château Bianca
Choco party
Club Lys D'or Inc (Le)
Coiffures et fantaisies sans risque
Concepta Inc.
Constructions Marcoux Inc. (Les)
Décor Distinction
Ed's Sub
Enseignes Impérial Limitée
Franchises Concept Canda
Groupe Élan (Le)
L'Oie Blanche
La Revue Occasions d'affaires
Les Berges
Le Groupe Super Putt
Les produits antidérapants Tight-Grip
Le Rigolfeur
M.I.C.T.
Maaco Auto Painting & Bodyworks

Maxicolor Coiffure
Mini Putt
Mouvement des caisses populaires
Nutri Mer Inc.
Parade
Point Info
Potager Côté
Pot Pourri
Primeur Plus Vidéo
Print Express (Le)
Restaurants Giorgio
et steak frites St-Paul
Restaurant Patio Vidal
Restaurant Pub O'Toole
Resto Bar Lockeroom
Robin's Donuts
Roto-Static
Saint Cinnamon^{me}
Softub
Sport aux Puces
Stand-Ex Inc.
Structure Laprise
Studio de photo Zellers
Subway
Superclub Vidéotron Ltée (Le)
Titrex
Ultrasonic Network
Valentine
Village Des Bas Prix
Voyages en direct
Zannier et plusieurs autres!

22-23-24 octobre, PLACE BONAVENTURE, Hall Sud

Un événement



HEURES D'OUVERTURE

Vendredi et samedi: 10 h à 20 h
Dimanche: 10 h à 18 h

Métro
Bonaventure

Enregistrement: 15 \$

La Presse

En collaboration avec

